



National Research Council Canada
Administrative Services and
Property Management Branch

Conseil national de recherches Canada
Direction des services administratifs et
gestion de l'immobilier

**REQUEST FOR PROPOSALS
DEMANDE DE PROPOSITIONS**

**RETURN BIDS TO :
RETOURNER LES
SOUMISSIONS A:**

National Research Council Canada (NRC)
Procurement Services
1200 Montreal Road, Building M-22
Ottawa, Ontario
K1A 0R6
Bid Fax: (613) 991-3297

Title/Sujet Surveillance et maintien en service continu de bâtiments intelligents	
Solicitation No./N. de l'invitation 16-22061	Date 22 Juillet 2016
Solicitation Closes/L'invitation prend fin at/à 14 h on/le 2 Septembre 2016	Time Zone/Fuseau Horaire HAE
Address Enquiries To/Adresser demandes de renseignements à : Anaïque Lepage Telephone No./N. de téléphone : (613)991-4209 anaïque.lepage@nrc.gc.ca	

Instructions: See Herein

Instructions: Voir aux présentes

Proposal To:

We hereby offer to sell to Her Majesty the Queen in right of Canada, in accordance with the terms and conditions set out herein, referred to herein or attached hereto, the goods, services, and construction listed herein and on any attached sheets at the price(s) set out therefor.

Proposition aux:

Nous offrons par la présente de vendre à Sa Majesté la Reine du chef du Canada, aux conditions énoncées ou incluses par référence dans la présente et aux annexes ci-jointes, les biens, services et construction énumérés ici sur toute feuille ci-annexée, au(x) prix indiqué(s).



Vendor/Firm Name and Address Raison sociale et adresse du fournisseur/de l'entrepreneur	
Telephone No./N. de telephone	Facsimile No./N. de télécopieur
Name and title of person authorized to sign on behalf of Vendor/Firm (type or print) Nom et titre de la personne autorisé à signer au nom du fournisseur/de l'entrepreneur (taper ou écrire en caractères d'imprimerie)	
Signature	Date

TITRE

1.0 PRÉSENTATION DES PROPOSITIONS

- 1.1 Vous êtes par la présente invité(e) à soumettre une proposition technique, en quatre (4) exemplaires ainsi que deux (2) exemplaires d'une proposition financière distincte pour satisfaire au besoin dont fait état la présente demande de proposition (DDP). Une enveloppe **doit** porter lisiblement la mention « Proposition technique » et l'autre, « Proposition financière ». Les coûts ne doivent figurer nulle part ailleurs que dans la proposition financière. Fournir de l'information financière dans la proposition technique entraînera la disqualification du soumissionnaire. Toutes les propositions doivent inclure la page de couverture signée et datée par un ou une représentant(e) autorisé(e) de la compagnie.

2.0 DESCRIPTION DES TRAVAUX

- 2.1 L'entrepreneur fournira les services Surveillance et maintien en service continu de bâtiments intelligents conformément aux conditions de l'énoncé des travaux détaillées à l'annexe « A » de ce document.

3.0 DURÉE DU CONTRAT

- 3.1 Le CNRC prévoit que les travaux commenceront le **15 septembre 2016** et seront achevés **31 Août 2017**.

4.0 DEMANDE DE RENSEIGNEMENTS

- 4.1 Si vous voulez obtenir plus de renseignements sur l'un des aspects de cette DDP, veuillez communiquer, au moins cinq jours ouvrables avant la date limite, avec l'autorité contractante. Toutes les demandes doivent être présentées par écrit. On ne peut garantir une réponse aux demandes reçues moins de cinq jours ouvrables avant la date de clôture. L'information verbale reçue ne liera pas le CNRC.

Anaïque Lepage
Procurement Officer | Agente d'approvisionnement
Tel: (613) 991-4209
Anaïque.Lepage@nrc-cnrc.gc.ca

Administrative Services and Property Management Branch | Direction des services administratifs
et gestion de l'immobilier
1200 Montreal Road, Building M-22 | 1200, chemin de Montréal, Édifice M-22
Ottawa Ontario K1A 0R6

- 4.2 Afin de garantir que les soumissionnaires aient tous accès à la même information, les réponses aux demandes de renseignements générales seront envoyées simultanément à tous les soumissionnaires. Toutes les questions ainsi que les réponses seront distribuées à tous les soumissionnaires, sauf si leur publication révélait des renseignements exclusifs. Le soumissionnaire qui pose la question ne sera pas identifié. Les questions techniques qui sont considérées comme exclusives par le soumissionnaire doivent être clairement indiquées. Dans ces cas, le CNRC répondra individuellement au soumissionnaire. Si le CNRC ne considère pas la question comme exclusive, le soumissionnaire pourra la retirer, ou acceptera que la question et la réponse soient mises à la disposition de tous les soumissionnaires.
- 4.3 Au cours de la période de publication, les soumissionnaires qui tentent d'obtenir des renseignements concernant tout aspect de cette DDP en s'adressant à une personne-

ressource du CNRC autre que l'autorité contractante indiqué dans la section 5.1 du présent document risque de voir leur offre jugée inadmissible (pour cette seule raison).

- 4.4 Le soumissionnaire a la responsabilité d'obtenir, si nécessaire, des précisions sur les exigences contenues dans le présent document avant de présenter sa proposition. Le soumissionnaire doit obtenir une confirmation écrite de l'autorité contractante de tout changement ou toute modification à cette DDP.

5.0 DATE LIMITE DE RÉCEPTION DES PROPOSITIONS

- 5.1 Les propositions doivent parvenir au plus tard mardi le 2 septembre 2016 à 14h00 HAE, à l'autorité contractante:

Anaïque Lepage
Services d'approvisionnement
Conseil national de recherches Canada
1200, chemin de Montréal, édifice M-22
Ottawa (Ontario) K1A 0R6 Téléphone : (613) 991-4209

Aucune proposition ne devra être envoyée directement au chargé de projet

- 5.2 Les propositions doivent être livrées sous pli cacheté et porter mention exacte du nom du soumissionnaire et du numéro de la DDP. C'est la responsabilité du soumissionnaire de s'assurer que sa proposition est estampée avec la date et l'heure de livraison signée par la réceptionniste comme preuve que le CNRC a bien reçu la proposition avant la date limite de clôture. Le soumissionnaire est responsable de toutes les conséquences et de tous les risques liés à une livraison incorrecte des soumissions.
- 5.3 Les demandes de soumissions doivent être conformes aux instructions et conditions uniformisées (Applicable aux Demandes de Soumissions) tel que précisé à l'annexe «E» - Instructions et conditions uniformisées applicables aux demandes de soumissions de ce document.
- 5.4 Compte tenu du caractère de la présente demande, la transmission de ces documents par télécopieur ne sera pas acceptée.
- 5.5 Le CNRC n'acceptera aucune soumission par courrier électronique ou sur disquette.
- 5.6 Les propositions reçues après la date de clôture ne seront pas examinées et seront retournées à l'expéditeur. L'expéditeur assume l'entière responsabilité de l'envoi et de la livraison en temps utile de sa proposition et ne saurait en aucun cas l'imputer au CNRC. Aucun renseignement supplémentaire ne sera accepté après la date de clôture, à moins que le CNRC n'ait demandé un éclaircissement.
- 5.7 Toutes les propositions deviendront la propriété du CNRC et ne seront pas retournées à l'expéditeur.

6.0 CRITÈRES D'ÉVALUATION

- 6.1 Les propositions seront évaluées sur la base des critères d'évaluation détaillés à l'annexe « B » de ce document.

7.0 PROPOSITION DE COÛT

- 7.1 La proposition relative au coût doit être établie à partir d'un prix fixe, FOB destination, TPS/TVH exclue. Le prix fixe doit inclure tous les matériaux et services requis pour

- accomplir toutes les tâches de l'énoncé des travaux. Le soumissionnaire devrait préciser la devise dans laquelle s'expriment les montants de sa proposition.
- 7.2 La taxe sur les produits et services (TPS) et la taxe de vente harmonisée (TVH) : selon le cas, est applicable à cette demande de proposition; cependant, l'entrepreneur devra fournir séparément une estimation du montant de la TPS ou la TVH.
- 7.3 Les soumissions seront évaluées en dollars canadiens. Par conséquent, aux fins d'évaluation, le taux indiqué par la Banque du Canada à la date de clôture des soumissions sera appliqué pour convertir les devises étrangères. Les prix indiqués ne seront pas assujettis aux variations des taux d'intérêt, commerciaux ou autres, pendant l'évaluation ou la durée du contrat.
- 7.4 La proposition relative au coût devra montrer la justification de toutes les dépenses. Elle doit inclure les éléments suivants:
- a) prix d'une solution clés en main au(x) site(s) mentionné(s) à l'annexe C – Critères d'évaluation (énumérer clairement les hypothèses, s'il y en a);
 - b) ventilation détaillée des coûts, au besoin;
 - c) déclaration claire indiquant si la solution clés en main inclut (ou non) le service de surveillance la première année;
 - d) prix du service de surveillance annuel pour le(s) site(s) mentionné(s) à l'annexe C – Critères d'évaluation (ce prix doit comprendre les mises à jour périodiques et la maintenance du système);
 - e) précisions sur les frais supplémentaires et les montants ne s'appliquant qu'une fois ou récurrents;
 - f) coût du déploiement, frais annuels et coûts connexes pour un immeuble de même complexité;
 - g) montant des dépenses variées qui pourraient être encourues, avec explications;
 - h) description de la capacité d'appliquer la même solution à d'autres bâtiments à l'achèvement du marché actuel, advenant le cas où SPAC décidait d'aller de l'avant avec un plus grand nombre d'édifices;
 - i) prix estimatif pour chaque immeuble supplémentaire d'une complexité analogue.

8.0 CONDITIONS DE LA PRÉSENTATION

- 8.1 Le Conseil national de recherches n'effectuera aucun paiement pour les coûts encourus pour la rédaction et la présentation des propositions en réponse à cette demande ni pour ceux engagés pour une explication ou une démonstration demandée par le CNRC. Le Conseil national de recherches se réserve le droit de rejeter toute proposition ou d'accepter une proposition dans sa totalité sans négociation. Il ne sera pas nécessairement adjugé de marché à l'issue de ce concours. Le CNRC se réserve le droit d'annuler ou de réémettre cette exigence en tout temps.
- 8.3 Les propositions soumises devront être valides pour au moins soixante (60) jours à compter de la date de clôture de la DDP.
- 8.4 Tout contrat résultant de cette offre sera assujetti aux conditions générales 2035 (voir l'annexe « D » - Conditions générales 2035) et à toute autre condition particulière qui pourrait s'appliquer.

8.5 Votre proposition doit comprendre l'énoncé suivant :

« Nous certifions par la présente que le prix indiqué ne dépasse pas le prix le plus bas demandé à tous nos autres clients, notamment notre client préféré, en échange de services semblables. »

9.0 SÉLECTION

9.1 On retiendra le soumissionnaire qui a obtenu la meilleure note cumulative pour les aspects techniques (80 %) et financiers (20 %). Les propositions qui n'obtiendront pas plus de 50 % pour les exigences techniques obligatoires ou plus de 70 % au total seront rejetées pour non-conformité, tel qu'indiqué à l'annexe « B » - Critères d'évaluation. Les exigences cotées de l'annexe « B » - Critères d'évaluation seront évaluées selon l'échelle d'évaluation dans l'annexe F - Échelle d'évaluation.

9.2 La proposition au prix le plus bas recevra le maximum de 20 points. Les autres seront notées au prorata de la première. L'exemple qui suit illustre l'application du rapport 80/20 aux aspects techniques et financiers, respectivement.

$$\text{Note finale} = \text{note technique} / 125 * 80 + (\text{prix le plus bas} / \text{prix du soumissionnaire}) * 20$$

Le coût quinquennal sera calculé à seule fin d'établir la note financière, même si l'entente initiale ne porte que sur un an.

Exemple

Soumission A – coût quinquennal (coûts première année + frais annuels x 4) : 500,00 \$

Soumission B – coût quinquennal (coûts première année + frais annuels x 4) : 700,00 \$

Soumission C – coût quinquennal (coûts première année + frais annuels x 4) : 900,00 \$

	Note technique	Note financière	Note finale	Classement
Soumission A	$90/125 * 80 = 57,60$	$500/500 * 20 = 20,00$	77,60	3 ^e
Soumission B	$110/125 * 80 = 70,40$	$500/700 * 20 = 14,29$	84,69	1 ^{re}
Soumission C	$105/125 * 80 = 67,20$	$500/900 * 20 = 11,11$	78,31	2 ^e

10.0 POSSESSION DE LA PROPRIÉTÉ INTELLECTUELLE ET AUTRE

10.1 Tous les renseignements recueillis ou examinés ainsi que tous les produits mis au point à la suite de la présente demande de proposition doivent être traités de manière confidentielle et être considérés propriété du CNRC.

11.0 CONFIDENTIALITÉ

11.1 Ce document est NON CLASSIFIÉ, cependant l'entrepreneur doit traiter comme étant confidentielle, pendant et après la période du contrat, toute information de nature confidentielle concernant les affaires du CNRC venant à la connaissance de ses agents.

12.0 CODE CRIMINEL DU CANADA

12.1 Le Canada peut rejeter une soumission dans l'un ou l'autre des cas suivants le soumissionnaire ou l'un de ses employés ou sous-traitants visé dans le soumission a été reconnu coupable en vertu de l'article 121 (« Fraudes envers le gouvernement » et « Entrepreneur qui souscrit à une caisse électorale »), 124 (« Achat ou vente d'une charge ») ou 418 (« Vente d'approvisionnements défectueux à Sa Majesté ») du Code criminel.

13.0 COMPTE RENDU

- 13.1 Après l'attribution du contrat, les soumissionnaires peuvent demander un compte rendu sur les résultats de la demande de soumissions. Les soumissionnaires devraient en faire la demande à l'autorité contractante dans les 15 jours ouvrables, suivant la réception de l'avis les informant que leur soumission n'a pas été retenue. Le compte rendu peut être fourni par écrit, par téléphone ou en personne.

DISPOSITIONS SUPPLÉMENTAIRES

Le soumissionnaire est tenu de respecter les dispositions et les modalités suivantes liées au contrat subséquent.

14.0 EXIGENCE RELATIVE AUX FEUILLETS T4A SUPPLEMENTAIRES

14.1 Conformément à l'alinéa 221 (1) d) de la Loi de l'impôt sur le revenu, les ministères et organismes sont tenus de déclarer à l'aide de feuillets T4A Supplémentaires, les paiements contractuels versés aux entrepreneurs en vertu de marchés de services pertinents (y compris les marchés composés de biens et de services). Afin de permettre aux ministères-clients et organismes de se conformer à cette exigence, les entrepreneurs sont tenus de fournir des renseignements quant à leur appellation légale et statut juridique, numéro d'entreprise ou numéro d'assurance sociale ou autre identificateur unique au fournisseur, le cas échéant, ainsi qu'une attestation à l'effet qu'ils sont précis et complets.

15.0 POLITIQUE ANTI-TABAC

15.1 Lorsque l'exécution des travaux exige la présence du personnel de l'entrepreneur dans les locaux du gouvernement, l'entrepreneur veillera à ce que son personnel se conforme à la politique du gouvernement du Canada qui interdit l'usage du tabac dans les locaux du gouvernement.

16.0 ACCÈS AUX INSTALLATIONS ET AUX ÉQUIPEMENTS DU GOUVERNEMENT

16.1 Le chargé de projet nommé dans ce document s'occupera de prendre les arrangements requis pour permettre l'accès du fournisseur aux installations et aux équipements nécessaires à l'exécution du travail. Toutefois, il ne supervisera pas les activités ou les heures de travail du fournisseur sur une base quotidienne.

16.2 Le fournisseur consent et s'engage à respecter tous les règlements en vigueur sur le lieu de travail quant à la sécurité des personnes ou à la protection des biens contre les pertes ou les dommages de toute nature, y compris les incendies.

17.0 CONDITIONS GÉNÉRALES

17.1 Les conditions générales 2035 intitulées Conditions générales : Services et figurant à l'annexe « D » - Conditions générales 2035 constituent une partie de ce contrat.

18.0 TRAVAIL SUPPLÉMENTAIRE

18.1 Le CNRC pourra, à la fin du contrat, demander au soumissionnaire choisi de fournir d'autres services. Le paiement se limitera aux indemnités journalières prévues pour l'entreprise dans la proposition de l'entrepreneur.

19.0 RÉSIDENT NON PERMANENT (COMPAGNIE ÉTRANGÈRE)

19.1 Il incombe à l'entrepreneur de s'assurer que les résidents non permanents, qui ont l'intention de séjourner au Canada pour exécuter le contrat et qui ne sont ni citoyens du Canada ni ressortissants des États-Unis, reçoivent tous les documents et instructions utiles relatifs aux exigences de l'immigration canadienne et obtiennent le permis de travail requis avant de se présenter au point d'entrée canadien. L'entrepreneur doit également s'assurer que les ressortissants des États-Unis qui viennent au Canada dans la même intention reçoivent tous les documents et instructions utiles en ce sens avant de se présenter au point d'entrée canadien. L'entrepreneur peut se procurer ces

documents à l'ambassade ou au consulat du Canada dans son pays. L'entrepreneur doit acquitter tous les frais occasionnés par suite de la non-conformité aux exigences en matière d'immigration.

20.0 **RÉSIDENT NON PERMANENT (COMPAGNIE CANADIENNE)**

20.1 Il incombe à l'entrepreneur de s'assurer que les exigences en matière d'immigration relatives aux résidents non permanents qui doivent séjourner au Canada pour exécuter le contrat sont respectées. Dans certains cas, le permis de travail requis pour entrer au Canada ne peut être délivré sans l'approbation préalable du Centre de ressources humaines Canada (CRHC). Il faut toujours communiquer avec le CRHC dès que l'on a décidé de faire venir un résident non permanent. L'entrepreneur sera responsable de tous les frais occasionnés par suite de la non-conformité aux exigences en matière d'immigration.

21.0 **PAIEMENT FORFAITAIRE - PROGRAMMES DE RÉDUCTION DES EFFECTIFS**

21.1 Aux termes du marché:

- a. l'entrepreneur déclare au représentant ministériel s'il a reçu un paiement forfaitaire en vertu d'un programme de réduction des effectifs, ce qui comprend sans s'y limiter la Directive sur le réaménagement des effectifs, le Programme de prime de départ anticipé, le Programme d'encouragement à la retraite ou le Programme de transition dans la carrière pour les cadres de direction, qui ont été instaurés en vue de réduire la taille de la fonction publique;
- b. l'entrepreneur a informé le représentant ministériel des modalités du programme de réduction des effectifs en vertu duquel il a reçu un paiement forfaitaire ainsi que de la date à laquelle prend fin la période visée par ce paiement, du montant du paiement forfaitaire et du taux de rémunération sur lequel le montant forfaitaire a été calculé et
- c. l'entrepreneur a informé le représentant ministériel de toute exemption à la réduction des honoraires des marchés qu'il touche en vertu du Décret sur le programme de prime de départ anticipé, ou en vertu des dispositions du numéro 4 de l'Avis 1995-8 du 28 juillet 1995.

22.0 **ANCIEN FONCTIONNAIRE**

22.1 Les contrats attribués à des anciens fonctionnaires qui touchent une pension ou qui ont reçu un paiement forfaitaire doivent résister à l'examen scrupuleux du public et constituer une dépense équitable des fonds publics. Afin de respecter les politiques et les directives du Conseil du Trésor sur les contrats avec des anciens fonctionnaires, les soumissionnaires doivent fournir l'information exigée ci-dessous.

22.2 Définition

Aux fins de cette clause,

« ancien fonctionnaire » signifie tout ancien employé d'un ministère au sens de la Loi sur la gestion des finances publiques, L.R., 1985, ch. F-11, un ancien membre des Forces armées canadiennes ou de la Gendarmerie royale du Canada. Un ancien fonctionnaire peut être :

- a) un individu;
- b) un individu qui s'est incorporé;
- c) une société de personnes constituée d'anciens fonctionnaires; ou

- d) une entreprise à propriétaire unique ou une entité dans laquelle la personne visée détient un intérêt important ou majoritaire.

« période du paiement forfaitaire » signifie la période mesurée en semaines de salaire à l'égard de laquelle un paiement a été fait pour faciliter la transition vers la retraite ou vers un autre emploi par suite de la mise en place des divers programmes visant à réduire la taille de la fonction publique. La période du paiement forfaitaire ne comprend pas la période visée par l'allocation de fin de services, qui se mesure de façon similaire.

« pension » signifie, une pension ou une allocation annuelle versée en vertu de la Loi sur la pension de la fonction publique (LPFP), L.R., 1985, ch. P-36, et toute augmentation versée en vertu de la Loi sur les prestations de retraite supplémentaires, L.R., 1985, ch. S-24, dans la mesure où elle touche la LPFP. La pension ne comprend pas les pensions payables conformément à la Loi sur la pension de retraite des Forces canadiennes, L.R., 1985, ch. C-17, à la Loi sur la continuation de la pension des services de défense, 1970, ch. D-3, à la Loi sur la continuation des pensions de la Gendarmerie royale du Canada, 1970, ch. R-10, et à la Loi sur la pension de retraite de la Gendarmerie royale du Canada, L.R., 1985, ch. R-11, à la Loi sur les allocations de retraite des parlementaires, L.R., 1985, ch. M-5, et à la partie de la pension versée conformément à la Loi sur le Régime de pensions du Canada, L.R., 1985, ch. C-8.

22.3 ANCIEN FONCTIONNAIRE TOUCHANT UNE PENSION

Selon les définitions ci-dessus, est-ce que le soumissionnaire est un ancien fonctionnaire touchant une pension? **Oui () Non ()**

Si oui, le soumissionnaire doit fournir l'information suivante pour tous les anciens fonctionnaires touchant une pension, le cas échéant :

- a) le nom de l'ancien fonctionnaire;
- b) la date de cessation d'emploi dans la fonction publique ou de la retraite.

- 22.4 En fournissant cette information, les soumissionnaires acceptent que le statut du soumissionnaire retenu, en tant qu'ancien fonctionnaire touchant une pension en vertu de la LPFP, soit publié dans les rapports de divulgation proactive des marchés, sur les sites Web des ministères, et ce conformément à l' Avis sur la Politique des marchés : 2012-2 et les Lignes directrices sur la divulgation des marchés.

22.5 Programme de réduction des effectifs

Est-ce que le soumissionnaire est un ancien fonctionnaire qui a reçu un paiement forfaitaire en vertu des dispositions d'un programme de réduction des effectifs?

Oui () No ()

Si oui, le soumissionnaire doit fournir l'information suivante :

- a) le nom de l'ancien fonctionnaire;
- b) les conditions de l'incitatif versé sous forme de paiement forfaitaire;
- c) la date de la cessation d'emploi;
- d) le montant du paiement forfaitaire;
- e) le taux de rémunération qui a servi au calcul du paiement forfaitaire;
- f) la période correspondant au paiement forfaitaire, incluant la date du début, d'achèvement et le nombre de semaines;

g) nombre et montant (honoraires professionnels) des autres contrats assujettis aux conditions d'un programme de réduction des effectifs.

22.6 Pour tous les contrats attribués pendant la période du paiement forfaitaire, le montant total des honoraires qui peut être payé à un ancien fonctionnaire qui a reçu un paiement forfaitaire est limité à 5 000 \$, incluant la taxe sur les produits et services ou la taxe de vente harmonisée.

23.0 **LE BUREAU DE L'OMBUDSMAN DE L'APPROVISIONNEMENT (BOA)**

23.1 Le Bureau de l'ombudsman de l'approvisionnement (BOA) a été mis sur pied par le gouvernement du Canada de manière à offrir aux fournisseurs un moyen indépendant de déposer des plaintes liées à l'attribution de contrats de moins de 25 000 \$ pour des biens et de moins de 100 000 \$ pour des services. Vous pouvez soulever des questions ou des préoccupations concernant une demande de soumissions ou l'attribution du contrat subséquent auprès du BOA par téléphone, au 1-866-734-5169 ou par courriel, à l'adresse boa.opo@boa-opo.gc.ca. Vous pouvez également obtenir de plus amples informations sur les services qu'offre le BOA, en consultant son site Web, à l'adresse www.opo-boa.gc.ca.

24.0 **NIVEAU DE SÉCURITÉ**

24.1 Avant l'exécution des obligations prévues dans le contrat, tout le personnel associé au projet devra avoir été l'objet d'une **vérification de la fiabilité** en vertu de la politique du gouvernement canadien concernant la sécurité.

24.2 Avant l'attribution de l'offre à commandes et l'établissement d'une commande, une Liste de vérification relative à la sécurité (LVRS), formulaire TBS/SCT 350-103 incluse à l'annexe « G », devra être établie.

25.0 **LIEUX DE L'EXÉCUTION DES TRAVAUX**

25.1 Les travaux se dérouleront normalement à l'endroit indiqué dans l'énoncé des travaux, à l'annexe « C » - Liste de bâtiments.

26.0 **PIÈCES JOINTES**

Annexe « A » - Énoncé des travaux

Annexe « B » - Critères d'évaluation

Annexe « C » - Liste de bâtiments

Annexe « D » - Conditions générales 2035

Annexe « E » - Instructions et conditions uniformisées applicables aux demandes de soumissions.

Annexe « F » - Échelle d'évaluation

Annexe « G » - Liste de vérification des exigences relatives à la sécurité

Énoncé des besoins



1. Renseignements généraux

1.1 Titre du projet

Monitoring et mise en service continus de bâtiments intelligents

1.2 Contexte

Services publics et Approvisionnement Canada (SPAC) évalue les façons d'améliorer le fonctionnement de ses édifices et d'accroître l'efficacité énergétique de son portefeuille immobilier grâce aux technologies des bâtiments intelligents.

Le Conseil national de recherches du Canada (CNRC) a été mandaté par SPAC pour réaliser une étude sur la sélection et le déploiement de technologies de bâtiments intelligents dans des édifices cibles afin de déterminer les coûts, les avantages et les défis associés à la mise en œuvre éventuelle de ces technologies dans un plus large ensemble d'édifices gouvernementaux fédéraux.

1.3 Résumé

Le CNRC, agissant pour le compte de SPAC, recherche un entrepreneur expérimenté pour fournir des services de monitoring hors site et d'analyse de la performance énergétique dans des édifices multiples appartenant à SPAC, dans le but d'évaluer les améliorations associées aux technologies de bâtiments intelligents sur le plan de la consommation énergétique et de l'efficacité opérationnelle. Le présent Énoncé des besoins (EB) fait partie d'un processus d'approvisionnement concurrentiel qui vise à assurer l'équité tout en veillant à ce que les intérêts de SPAC soient bien servis.

Pour faciliter la consultation de ce document, chaque entreprise qui reçoit cet EB est appelée le « soumissionnaire » et l'entrepreneur qui sera sélectionné pour fournir les services à SPAC est appelé le « soumissionnaire choisi ». Cet EB détaille les instructions à suivre pour soumettre les propositions, la procédure et les critères de sélection, ainsi que les modalités contractuelles qui régiront les relations entre le CNRC et le soumissionnaire choisi. Une fois qu'un entrepreneur aura été choisi, le CNRC, agissant toujours au nom de SPAC, conclura une entente qui définira et encadrera le programme de monitoring hors site.

2. Exigences obligatoires – Portée des travaux

Cette section contient les exigences qui doivent être satisfaites pour que la proposition puisse être étudiée. Si le CNRC (agissant au nom du SPAC) détermine que la proposition ne satisfait pas à l'une ou l'autre de ces exigences obligatoires, le CNRC (toujours au nom du SPAC) éliminera, sans aucun coût ni pénalité liés à sa responsabilité, la proposition pour tout examen ultérieur dans le cadre du processus d'évaluation des réponses au présent EB. Aux fins de cet EB, « satisfaire » signifie que la proposition est conforme aux exigences obligatoires contenues dans cette section sans écart majeur. Un écart majeur est un écart :

- A. qui a pour conséquence qu'un élément important des exigences obligatoires n'est pas respecté; ou
- B. qui affecte de manière substantielle la portée, la qualité ou la performance de qui est demandé dans le présent EB.

2.1 Généralités

Le soumissionnaire doit faire la preuve, à la satisfaction du CNRC et de SPAC, que les exigences en matière de services contenues dans cet EB sont satisfaites.

Tous les édifices sélectionnés pour ce projet possèdent actuellement un système de contrôle automatique de bâtiments (SCAB) qui génère des données qui seront utilisées par les solutions proposées. Le CNRC et SPAC fourniront au soumissionnaire toute l'information disponible sur l'édifice cible, incluant son SCAB (nom, version et fournisseur des services de maintenance du système) et une liste de l'équipement devant faire l'objet du monitoring. Toute lacune dans la documentation devra être identifiée par le soumissionnaire avant la clôture de l'appel d'offres.

Le soumissionnaire doit vérifier la compatibilité du SCAB existant avec le système proposé par le soumissionnaire et, s'il est choisi, fournir tous les moyens nécessaires pour se connecter au SCAB existant. Le CNRC et le SPAC ne garantissent ni n'infèrent que le SCAB existant est compatible avec la solution du soumissionnaire.

Le soumissionnaire doit vérifier la disponibilité d'une source d'alimentation suffisante sur les lieux où la solution sera installée et, au besoin, obtenir une estimation des coûts pour installer la source d'alimentation requise et inclure ce coût dans le prix total.

Le soumissionnaire doit contacter les services publics locaux concernés (électricité et gaz naturel) pour déterminer s'il existe des incitatifs, des rabais ou des subventions pour des programmes d'économie d'énergie qui peuvent s'appliquer à ce projet. Si de tels programmes existent, le soumissionnaire choisi devra satisfaire à toutes les exigences de ces programmes afin d'obtenir tous les incitatifs offerts par les services publics applicables, au bénéfice de la Couronne. Cela inclut, sans s'y limiter, qu'il devra fournir aux services publics locaux tous les documents, spécifications techniques, illustrations, calculs, mesures et plans de vérification, attestations de disposition des biens, factures et preuves de paiement requis pour justifier sa demande.

2.2 Composants et services

La solution doit inclure :

- A. Tous les logiciels, intergiciels et matériels informatiques nécessaires pour saisir, stocker, analyser et transmettre les données relatives aux bâtiments existants;
- B. Les interfaces de programmation d'applications (API) (habituellement mises en œuvre sur des services Web) requises pour qu'une tierce partie ait accès aux données des compteurs d'énergie recueillies et à toute l'information concernant les pannes ou défaillances détectées (et/ou les ordres de travail);
- C. La plate-forme et les services d'analyse des données de bâtiment et de détection et de diagnostic des défaillances (ADB/DDD) (décrits plus en détail à la section 2.5);

- D. L'installation initiale et la configuration du système qui assurera l'interface avec le système de contrôle automatique de bâtiments (SCAB);
- E. Toutes les mises à niveau des logiciels, incluant les nouveaux modules qui incluent des fonctions qui n'étaient pas disponibles précédemment dans le produit de base ou qui pourraient affecter les activités connues, les correctifs et les micrologiciels de SPAC;
- F. Tous les services de soutien devant être fournis durant la période de fonctionnement; et
- G. Une garantie complète couvrant à la fois la solution logicielle et la solution matérielle.

Les composants et les services énumérés ci-dessus sont décrits plus en détail dans les sections subséquentes.

Le CNRC et SPAC doivent détenir une licence sans restriction (quant au nombre d'utilisateurs simultanés et au nombre de connexions à la base de données, dans la mesure où tous les utilisateurs sont soit des employés fédéraux, soit des entrepreneurs travaillant pour le compte du gouvernement fédéral) pour la solution proposée. SPAC doit détenir les droits de propriété illimités pour les graphiques et la programmation mis au point spécifiquement dans le cadre du contrat (par opposition au produit commercial standard pour lequel la licence a été initialement obtenue). Tous les composants doivent appartenir au CNRC et à SPAC, qui doivent en détenir les droits de licence pour leur utilisation dans des installations qui sont détenues et gérées par la Couronne.

2.3 Collecte des données du système de contrôle automatique de bâtiments (SCAB)

Le soumissionnaire doit fournir une solution souple et évolutive, qui inclut tous les matériels, logiciels, intergiciels et le soutien technique nécessaires pour recueillir les données pertinentes du système de contrôle automatique de bâtiments (SCAB) dans l'édifice cible. Cela comprend également la connectivité complète de l'interface avec le SCAB existant (incluant, mais sans s'y limiter, les passerelles, les routeurs, le câblage, etc.) pour transférer les données recueillies au dépôt de données du soumissionnaire.

La collecte des données du SCAB doit se faire en temps réel (24 heures sur 24 et 7 jours/semaine) et doit se faire à des intervalles de 1 minute ou moins.

2.4 Collecte des données des compteurs d'énergie

Le soumissionnaire doit fournir une solution qui permet de saisir et d'analyser les données des compteurs d'énergie en temps réel. Les mesures des compteurs d'énergie doivent inclure tout ce qui suit (si ces sources d'alimentation sont présentes dans le bâtiment) : électricité, gaz naturel, vapeur, eau chaude et eau réfrigérée. Les données sur la consommation d'énergie en temps réel doivent être stockées, analysées, exprimées sous forme de tendances et présentées en temps réel sur des tableaux de bord facilement compréhensibles par les intervenants de SPAC. La collecte des données des compteurs d'énergie doit se faire à des intervalles de 15 minutes ou moins.

Si les données des compteurs d'énergie sont disponibles à partir d'une base de données appartenant à SPAC (pour les édifices reliés aux centrales thermiques et de refroidissement de Confederation Heights et de la rue Cliff), le soumissionnaire doit tenir compte du coût de la connexion à cette base de données. Autrement, le soumissionnaire doit assurer l'intégration des compteurs d'énergie au SCAB et inclure les coûts de cette intégration au prix total. Le CNRC et SPAC doivent fournir les coordonnées des contacts qui pourront fournir des estimations des coûts pour l'intégration à ces compteurs d'énergie durant la période de réponse à la demande de propositions (DP).

2.5 Analyse des données de bâtiment et détection et diagnostic des défaillances

Le soumissionnaire devra fournir des capacités d'analyse des données de bâtiment et de détection et de diagnostic des défaillances (ADB/DDD) conformément aux exigences stipulées dans cette section.

Le système ADB/DDD devra fournir la capacité d'extraire et de traiter de grandes quantités de données rapidement et d'appliquer des algorithmes basés sur des logiciels pour identifier et définir des tendances, de manière à permettre la gestion proactive des systèmes de bâtiment. Le système ADB/DDD devra permettre d'identifier des tendances qui sont souvent ignorées par les systèmes SCAB/SGB traditionnels, de tirer des conclusions, d'aviser les intervenants et d'offrir des mesures correctives pour les problèmes détectés dans les systèmes mécaniques et de commande du bâtiment en émettant des recommandations d'entretien proactif de manière automatisée avant que ces problèmes ne provoquent des pannes ou n'entraînent un fonctionnement inefficace pendant de longues périodes.

Les résultats de l'analyse des données de bâtiment seront examinés par les spécialistes en la matière du soumissionnaire avant d'être soumis à l'exploitant du bâtiment sous forme de notifications / ordres de travail. Ces notifications doivent inclure l'identification du problème et les mesures correctives recommandées et/ou la détermination de la source potentielle des anomalies.

Le système ADB/DDD doit fournir :

- A. La capacité de permettre aux gestionnaires de bâtiment d'optimiser les opérations courantes par une série de processus, incluant, sans s'y limiter, l'analyse basée sur les défaillances, l'évaluation en continu des zones, points de consigne, calendriers, systèmes de traitement d'air concurrents, écoulements d'air non équilibrés, dégradation des dispositifs de contrôle, défaillance des capteurs, fuites de soupape, et courroies de ventilateur lâches.
- B. Des stratégies évoluées de mise en service continue capables de prendre en compte la détection des défaillances avant les modifications saisonnières dues au climat (entretien proactif des bâtiments fondé sur des variables géographiques et saisonnières).
- C. Une réponse ou une notification (p. ex. courriel, message par téléavertisseur, ordre de travail) en réponse à une défaillance détectée, à une alarme ou à une anomalie de fonctionnement;
- D. Des rapports d'exception, des alarmes ou des notifications et des ordres de travail automatisés;
- E. Un résumé des défaillances, des alarmes ou des anomalies de fonctionnement; et un enregistrement des notifications aux gestionnaires immobiliers supérieurs, aux entrepreneurs chargés de l'exploitation et de l'entretien, aux entrepreneurs responsables des compteurs, aux ingénieurs de secteur spécialisés et aux agents de mise en service.

2.6 Mise en service continue et optimisation du bâtiment

Le soumissionnaire doit établir un processus pour régler les problèmes de fonctionnement, améliorer le confort des occupants, optimiser la consommation d'énergie et identifier les mesures de rénovation éconergétique nécessaires pour les bâtiments et installations existants sur une base continue. Ce processus doit faire en sorte que le bâtiment, les installations et les systèmes fonctionnent de manière optimale pour satisfaire aux exigences actuelles. La solution proposée doit enregistrer des données sur la consommation / demande d'énergie sur une base continue et assurer le monitoring 24/7 de toute situation qui pourrait entraîner une consommation d'énergie excessive et effectuer une analyse des données en temps réel pour identifier les économies d'énergie potentielles.

Pour assurer l'optimisation des bâtiments, le soumissionnaire choisi devra travailler avec l'exploitant du bâtiment et vérifier et optimiser à distance le calendrier et le fonctionnement du système pour assurer la performance énergétique optimale du SCAB.

Le système proposé ne sera pas utilisé pour apporter des modifications automatiques au SCAB; les modifications recommandées devront plutôt être fournies, par voie électronique, à l'exploitant du bâtiment, qui mettra en œuvre les modifications proposées à sa discrétion.

2.7 Interface utilisateur

Le soumissionnaire doit fournir une interface utilisateur (IU) Web sécurisée répondant aux exigences de la présente section et pour laquelle aucun logiciel client n'est requis pour les postes de travail faisant partie de l'équipement fourni par le gouvernement (EFG). Les versions suivantes des navigateurs Web (ou une version plus récente) seront requises et devront être supportées :

- Microsoft Internet Explorer – Version 11
- Google Chrome – plus récente version en date de mai 2016
- Firefox – plus récente version en date de mai 2016

L'IU doit :

- A. Afficher l'information sur le bâtiment simultanément dans de multiples formats (p. ex. graphiques des appareils de traitement d'air, températures et tendances).
- B. Afficher toute l'information dans les deux langues officielles (anglais et français) et offrir l'option de choisir la langue de l'interface.
- C. Utiliser des unités de mesure SI.
- D. Offrir des outils qui permettent aux techniciens en mécanique du bâtiment et aux intervenants de créer, d'analyser, de visualiser et de comprendre les tendances des équipements utilisés par le système de bâtiment.
- E. Utiliser un protocole de communication ouvert et non breveté.
- F. Offrir des privilèges d'accès différents pour l'administrateur et les utilisateurs, fondés sur des ID d'utilisateur distincts, et inclure la capacité de restreindre l'accès à certaines fonctions par des utilisateurs individuels.
- G. Avoir la capacité de créer des alertes et des notifications définies par l'utilisateur (p. ex. courriels, messages par téléavertisseur, ordres de travail) aux gestionnaires de l'édifice, techniciens en mécanique du bâtiment et entrepreneurs chargés de l'exploitation et de l'entretien pour renforcer l'analyse des défaillances détectées par le système. Ces alertes définies par l'utilisateur doivent être enregistrées et le système doit en assurer le suivi pour le dépannage futur et l'analyse historique.
- H. Avoir la capacité d'enregistrer et de suivre les alertes et notifications décrites ci-dessus pour le dépannage futur et l'analyse historique;
- I. Avoir la capacité d'identifier les notifications (ordres de travail) qui ont été reçues et acceptées par l'utilisateur et d'horodater leur réception;
- J. Avoir la capacité d'identifier les notifications (ordres de travail) qui ont été fermées (terminées) par l'utilisateur et d'horodater leur fermeture;
- K. Fournir une piste de vérification des modifications sur le tableau de bord de l'administrateur du système ou sur une IU accessible uniquement par l'administrateur du système.

2.8 Démonstration des économies attendues

Le système doit pouvoir calculer et rendre disponibles des estimations des coûts potentiels associés au fait de ne pas corriger une défaillance ou une inefficacité opérationnelle identifiée. Les coûts potentiels (ou les économies potentielles) doivent être rapportés et le coût total cumulatif calculé sur une période d'une année.

2.9 Visualisation des données

Le soumissionnaire doit fournir une solution qui permet d'afficher l'information sur le bâtiment et la consommation d'énergie sous forme de tableaux de bord. Ces tableaux de bord doivent afficher l'information permettant de déterminer dans quelle mesure l'exploitation et l'entretien des bâtiments sont bien effectués. Ils

doivent être personnalisés et fournir divers niveaux d'information, selon l'utilisateur auquel l'information est destinée (exploitants du bâtiment, fournisseurs de services d'exploitation et d'entretien du bâtiment, gestionnaires immobiliers, ingénieurs de section spécialisés, occupants, etc.).

L'information affichée doit inclure :

- A. L'historique des ordres de travail;
- B. Les ordres de travail ouverts (par priorité et par coût / économies potentielles);
- C. La consommation d'énergie (comparativement à la consommation d'énergie de référence, normalisée en fonction du climat) en valeurs absolues et exprimée sous forme de ratio en fonction de la consommation de référence;
- D. Les économies d'énergie par période (p. ex. annuel, depuis une date donnée, etc.) en valeurs absolues et exprimées sous forme de ratio en fonction de la consommation de référence;
- E. La priorité des ordres de travail (selon les économies d'énergie estimatives ciblées (tel que décrit à la section 2.8);
- F. Les incidents associés à l'exploitation et à l'entretien qui sont survenus dans le bâtiment; et
- G. Les données climatiques.

L'information affichée (données) doit être actualisée et mise à jour à des intervalles d'au moins 1 fois par heure.

2.10 Monitoring de la performance des services d'entretien du bâtiment

La solution proposée doit fournir des mesures pour assurer le monitoring et le suivi de la performance des fournisseurs de services d'exploitation et d'entretien du bâtiment en fonction des indicateurs clés de performance (ICP) suivants :

- A. Un inventaire de tout l'équipement couvert par le contrat découlant de la demande de propositions;
- B. Des enregistrements de tous les ordres de travail / recommandations émis pour la durée du contrat;
- C. Des données sur les demandes de services (ou ordres de travail), incluant l'horodatage de la réception des demandes de services et leur exécution; et
- D. La fréquence des demandes de services, le délai pour accuser réception de la demande, et le délai pour fournir le service.

La solution proposée doit permettre de produire des rapports sur les ICP par complexe (groupes de bâtiments situés à proximité l'un de l'autre), par bâtiment individuel ou par type de bon de travail / recommandation (entretien préventif, service d'urgence, etc.).

L'information sur la performance des services fournis doit être saisie par voie électronique et stockée dans un dépôt de données pour la durée du contrat résultant de cet EB. Le personnel du CNRC et de SPAC ayant les compétences appropriées doit avoir accès en temps réel aux données sur la performance des services via un portail Internet accessible sur un fureteur Web.

2.11 Rapports

Un résumé de la consommation d'énergie, des tendances et des analyses, des recommandations pour l'optimisation des bâtiments et toute autre conclusion additionnelle sera fourni dans un rapport à une fréquence de plus d'une fois par mois.

2.12 Disponibilité, évolutivité et interopérabilité du système

La solution proposée doit :

- A. Être disponible au moins 99 % du temps durant les heures d'ouverture du bâtiment et au moins 95 % du temps durant les autres périodes;
- B. Être évolutive pour permettre le monitoring de dispositifs et de compteurs additionnels, d'intégrer des capteurs additionnels, et pouvoir être déployée dans des bâtiments additionnels au besoin; et
- C. Permettre l'intégration avec d'autres systèmes ouverts existants ou avec d'autres applications de tiers.

2.13 Sécurité, confidentialité du système et souveraineté des données

La solution proposée doit :

- A. Fournir des mesures de sécurité et de protection qui respectent les politiques de SPAC en matière de sécurité et de confidentialité.
- B. Garantir que toutes les données recueillies dans les bâtiments de SPAC sont stockées et conservées sur le territoire canadien.

2.14 Propriété et rétention des données recueillies

Toutes les données recueillies sur les bâtiments de SPAC doivent demeurer la propriété de SPAC.

Le soumissionnaire doit conserver toutes les données recueillies sur les bâtiments de SPAC pour la durée du contrat et les rendre disponibles au CNRC et à SPAC à la fin du contrat dans un format électronique (lisible par machine), avec la description complète des données recueillies.

2.15 Solution clé en main

Le soumissionnaire sera entièrement responsable de fournir à SPAC une solution clé en main opérationnelle qui sera mise en service de manière appropriée. Cela inclura toute la coordination du site, les installations électriques, le câblage du réseau et la configuration des communications par cellulaire, l'intégration des compteurs d'énergie, le cas échéant, les tests pour déterminer la force des signaux, la configuration du système, etc. Le soumissionnaire devra établir et assurer la connectivité entre le SCAB existant et la plateforme du soumissionnaire.

2.16 Maintenance du système

Le soumissionnaire doit garantir que le système installé correspond à la version la plus récente et assurer la maintenance continue du système installé pour la durée du contrat. Si le soumissionnaire perçoit des frais annuels ou mensuels pour la maintenance du système, le coût des mises à niveau périodiques du système devra être inclus dans ces frais.

2.17 Formation

L'entrepreneur doit fournir, ou veiller à ce que soit fournie, toute la formation nécessaire aux gestionnaires des installations et au personnel d'exploitation pour assurer l'exploitation appropriée de la solution, et pour leur inculquer les compétences nécessaires pour faire fonctionner le système efficacement.

3. Contenu de la proposition

Les propositions doivent inclure toute l'information demandée dans cette section. Cette information sera utilisée pour évaluer à la fois les aspects techniques et les aspects financiers de la solution proposée.

3.1 Liste de vérification des exigences obligatoires

Chaque soumissionnaire doit remplir la liste de vérification des exigences obligatoires qui est fournie à l'annexe B et l'insérer au début de sa proposition.

3.2 Installation

Le soumissionnaire doit :

- A. Décrire les exigences pour l'installation du ou des produit(s) du soumissionnaire; cela inclut, sans s'y limiter, les pièces d'équipement additionnelles requises pour atteindre les résultats attendus du système (p. ex. passerelles ou capteurs additionnels).
- B. Décrire les conditions du système de bâtiment, le cas échéant, requises avant et durant l'installation du ou des produit(s) du soumissionnaire.
- C. Indiquer si le soumissionnaire installera lui-même ou s'il sous-traitera l'installation et le câblage du système du soumissionnaire et comment il s'assurera que les installateurs sont qualifiés pour le faire.
- D. Décrire ce qui, selon l'expérience du soumissionnaire, est la meilleure façon de procéder, en coordination avec les sous-traitants du projet, pour assurer une installation réussie.
- E. Fournir le calendrier proposé pour mener à bien l'installation, incluant les jalons principaux.
- F. Fournir un plan de déploiement fondé sur le type et sur l'emplacement du bâtiment, et sur le type de SCAB et de compteurs, pour démontrer sa capacité de livrer le nombre requis d'installations dans les délais prévus.

3.3 Plate-forme

Le soumissionnaire doit :

- A. Décrire le service DDD et/ou les services d'analyse qui seront fournis par le personnel du soumissionnaire, et les services qui seront fournis par des tiers travaillant sous la supervision du soumissionnaire.
- B. Fournir les noms et les fabricants de tous les produits que le soumissionnaire présentera en réponse à la demande de propositions (DD).
- C. Décrire si la solution du soumissionnaire est composée de matériels, de logiciels, de services ou d'une combinaison de ceux-ci.
- D. Fournir des détails sur la solution du soumissionnaire et sur ses principaux avantages.
- E. Faire la liste des exclusions liées au produit du soumissionnaire, s'il y en a.

3.4 Réseau et intégration

Le soumissionnaire doit pouvoir travailler en utilisant des méthodes de connectivité approuvées par SPAC pour extraire les données des systèmes de bâtiment. Le soumissionnaire doit :

- A. Fournir une description de la méthode qui sera utilisée pour intégrer le SCAB et les systèmes de mesure du bâtiment avec le système proposé par le soumissionnaire.
- B. Fournir des détails sur les options de connectivité au réseau, disponibles pour intégrer les systèmes.

- C. Fournir une description des mesures de sécurité mises en œuvre pour assurer la sécurité de la méthode de connectivité utilisée.

3.5 Exploitation

Le soumissionnaire doit :

- A. Fournir une description détaillée de la façon dont les exigences contenues dans cet EB seront satisfaites.
- B. Décrire la capacité du soumissionnaire pour l'exploitation des services, incluant la répartition des appels de service, les communications pour les appels de service avec le personnel technique, et les processus de contrôle internes visant à assurer une exécution rapide et en boucle fermée.
- C. Fournir la documentation sur les licences et sur les certificats qui peuvent être requis durant la phase de réponse aux exigences contenues dans cet EB; et
- D. Fournir un organigramme du flux de l'information montrant comment la solution proposée s'intègre aux systèmes et aux sources de données existants et comment les données recueillies seront sauvegardées.

3.6 Maintenance du système

Le soumissionnaire doit :

- A. Décrire tout équipement ou technique particuliers qui sont recommandés ou requis pour la maintenance appropriée du système du soumissionnaire.
- B. Fournir de l'information sur la formation initiale fournie par le soumissionnaire au personnel chargé de l'exploitation et de l'entretien du bâtiment sur la maintenance appropriée du système.

3.7 Analyse – Détection et diagnostic des défaillances (DDD)

Le soumissionnaire doit :

- A. Décrire comment la plate-forme d'analyse effectue la détection et le diagnostic des défaillances.
- B. Décrire quelles variables sont prises en compte pour établir le diagnostic.
- C. Décrire le niveau d'automatisation du système, et dans quelle proportion il est aussi manuel.
- D. Décrire si le soumissionnaire effectue l'analyse de performance de l'équipement et les recommandations pour la mise en service continue.

3.8 Intégration des ordres de travail

Le soumissionnaire doit fournir des détails sur la capacité de son système de répartir les ordres de travail pour des problèmes spécifiques signalés au niveau de l'équipement et/ou des dispositifs. Cela inclut la capacité d'identifier le problème grâce à des moteurs et à des analyses basées sur des règles, de documenter ce qui a été découvert, de fournir des conseils clairs et réalisables aux équipes de gestion des installations de SPAC et aux fournisseurs de services, et de faire le suivi des résultats de leurs actions dans le temps.

3.9 Fonctionnement du centre de commande

Le soumissionnaire doit :

- A. Fournir un support technique 24/7 qui fait appel à des spécialistes en la matière, et fournir des détails concernant tout centre de commande et de contrôle utilisé par la solution du soumissionnaire.

- B. Démontrer le degré de préparation du soumissionnaire à fournir les services quand ils sont requis (p. ex. en ayant des installations et du personnel déjà sur place).

3.10 Ententes sur les niveaux de service et les indicateurs clés de performance

Le soumissionnaire doit fournir la description des niveaux de service qui seront fournis et indiquer les indicateurs clés de performance auxquels il s'engagera et qu'il respectera.

3.11 Mesures et vérification

Le soumissionnaire doit :

- A. Décrire le processus utilisé par le soumissionnaire pour vérifier et rapporter les économies réalisées.
- B. Décrire la capacité du soumissionnaire d'obtenir des données et de présenter des rapports sur la consommation d'énergie, la performance de l'équipement, le confort des occupants du bâtiment, etc.; un exemple de rapport doit être fourni.
- C. Fournir le raisonnement et les méthodes utilisés pour établir comment les économies ciblées seront déterminées.

3.12 Analyse énergétique

Le soumissionnaire doit :

- A. Fournir des détails sur le type d'analyse énergétique qui sera effectuée et le type de rapports qui seront produits.
- B. Décrire la méthodologie utilisée pour identifier les anomalies / écarts et pour rapporter ces anomalies / écarts aux intervenants désignés de SPAC.
- C. Décrire les pratiques du soumissionnaire en ce qui a trait à la formulation de recommandations à SPAC pour des améliorations / modifications au système.

3.13 Service et qualité

Le soumissionnaire doit :

- A. Fournir de l'information sur le temps de réponse standard du soumissionnaire aux demandes du client, et décrire les méthodes de communication qui seront utilisées (par téléphone, courriel, etc.).
- B. Décrire comment le soumissionnaire traitera les plaintes du client.
- C. Décrire comment le soumissionnaire mesurera les niveaux de service et la qualité des produits.

3.14 Architecture du système

Le soumissionnaire doit :

- A. Fournir des détails complets sur la façon dont le système du soumissionnaire s'intégrera avec le SCAB et avec les systèmes de compteurs du bâtiment sur chaque site, et détailler le niveau de support qui sera requis pour le système du soumissionnaire pour chaque site.
- B. Décrire comment les données sur le bâtiment fournies par SPAC devront être configurées et transmises au système du soumissionnaire pour chaque site.
- C. Fournir des détails sur l'architecture de réseau du soumissionnaire montrant comment le système sera configuré de façon à être complètement séparé et isolé des réseaux de SPAC. Décrire en détail comment le réseau fournira des liens de communication robustes et efficaces.

3.15 Services additionnels

Le soumissionnaire doit décrire ses capacités de développer des outils d'analyse et des tableaux de bord personnalisés à la demande de SPAC.

3.16 Renseignements sur l'entreprise, son personnel et références

Le soumissionnaire doit :

- A. Fournir un bref historique du soumissionnaire et de son expérience pertinente pour fournir les services exigés dans la demande de propositions, ainsi que les capacités et les services facultatifs décrits ci-dessus.
- B. Fournir des renseignements détaillés et de l'information sur les qualifications du personnel qui sera affecté à ce contrat, incluant leurs curriculum vitae et leurs certificats de compétence.
- C. Énumérer tous les outils logiciels et tout l'équipement de diagnostic que le soumissionnaire utilisera pour la maintenance des systèmes de commande numérique directe et d'automatisation existants.
- D. Fournir un organigramme de l'entreprise du soumissionnaire, incluant le personnel qui sera affecté à ce contrat.
- E. Fournir une description de trois projets que l'entreprise a réalisés en utilisant la solution proposée au cours des cinq dernières années. Chaque description de projet doit inclure :
 - Nom du client (incluant les coordonnées des personnes à contacter au cas où le CNRC ou SPAC désirerait communiquer avec eux);
 - Brève description de la portée du projet;
 - Coût total du projet;
 - Nombre d'actifs (bâtiments) inclus dans le projet;
 - Superficie totale des actifs (bâtiments) gérés dans le cadre du contrat (en m²);
 - Économies réalisées à la suite de la mise en œuvre du système;
 - Noms des gestionnaires de projet et du personnel clé impliqués dans la mise en œuvre de la solution, incluant leurs rôles et responsabilités;
 - Date à laquelle le projet a été mis en œuvre.

1. Liste de vérification des exigences obligatoires

Pour être retenues aux fins d'examen par le CNRC et SPAC, toutes les propositions doivent satisfaire aux exigences obligatoires suivantes et incluent la section/page référencée dans la réponse du soumissionnaire. Toutes les propositions qui n'indiquent pas clairement que toutes les exigences obligatoires sont satisfaites ne seront pas examinées plus avant.

	Référence à l'Énoncé des besoins	Exigences obligatoires	Conforme (Oui/Non)	Section/ Page référencée dans la proposition du soumissionnaire
1.1		Accès via les services Web aux applications de tiers pour extraire les données sur la consommation d'énergie et les ordres de travail		
1.2	2.3	Collecte de données du SCAB à des intervalles de 1 minute		
1.3	2.4	Collecte des données des compteurs d'énergie à des intervalles de 15 minutes		
1.4	2.5	Production d'ordres de travail à partir des résultats du système DDD		
1.5	2.5	Examen par des spécialistes en la matière des anomalies et/ou signalements d'incidents		
1.6	2.5	Détection et diagnostic des défaillances (DDD), tels que définis dans l'Énoncé des besoins, section 2.5		
1.7	2.6	Capacité d'optimisation des bâtiments, incluant, mais sans s'y limiter, les séquences des opérations, points de consigne, etc., mais sans modification directe du SCAB		
1.8	2.6	Capacité de mise en service continue		
1.9	2.7	Interfaces utilisateurs, telles que définies dans l'Énoncé des besoins, section 2.7		
1.10	2.8	Estimation des économies de coûts découlant des ordres de travail ou des mesures recommandées		
1.11	2.9	Tableaux de bord pour les gestionnaires et les opérateurs de système		
1.12	2.9	Ordres de travail priorisés en fonction de leur impact		
1.13	2.10	Capacité de monitoring de la performance des fournisseurs de services d'entretien de bâtiment		
1.14	2.12	Disponibilité minimale du système : 99 % durant les heures d'ouverture et 95 % durant les autres périodes		
1.15	2.12	Évolutivité du système pour intégrer des bâtiments additionnels		
1.16	2.13	Données stockées et conservées au Canada		
1.17	2.15	Solution clé en main		
1.18	2.15	Système DDD configuré et mis à jour, au besoin, par le fournisseur, sans le support de SPAC		
1.19	2.16	Mises à niveau du matériel informatique et des logiciels incluses dans les frais annuels		
1.20	Section 7.0 de la DD	Prix fixe incluant une ventilation complète des coûts		
1.21		L'entrepreneur est prêt à fournir les services quand ils sont requis (c'est à dire, installations et personnel déjà sur place)		

2. Exigences cotées

Les propositions qui obtiennent 85 points techniques ou plus, et le nombre de points minimum requis pour chaque exigence technique individuelle, seront ensuite évaluées sur la base de l'information financière et du prix.

Afin de se qualifier pour le processus d'évaluation, les propositions doivent répondre aux exigences cotées suivantes et doivent inclure la section/page référencée dans la proposition du soumissionnaire.

	Exigences techniques cotées	Points		Section/ Page référencée dans la proposition du soumissionnaire
		Max.	Min.	
2.1	Collecte de données, incluant les données du SCAB et des compteurs d'énergie, et souveraineté des données	15	10	
2.2	Analyse des données de bâtiment, détection et diagnostic des défaillances	20	12	
2.3	Tableaux de bord / interfaces utilisateurs	15	8	
2.4	Installation, intégration et connectivité du système	15	8	
2.5	Évolutivité, interopérabilité du système et des API	10	5	
2.6	Monitoring de la performance des fournisseurs de services d'entretien	10	5	
2.7	Mise en service continue et optimisation de bâtiments	5	3	
2.8	Capacité de calculer les économies de coûts attendues	5	3	
2.9	Contenu et qualité des rapports	5	3	
2.10	Compétence et expérience de l'entreprise	10	5	
2.11	Calendrier de mise en œuvre et jalons	5	3	
2.12	Niveaux de service et ICP proposés par le soumissionnaire	5	3	
2.13	Service à la clientèle	5	3	
	TOTAL – POINTS TECHNIQUES :	125	85	

1. Liste de bâtiments

	Nom	Adresse
1	Taxation Data Centre & HQ	875 Heron rd.
2	Radiation Protection Building	775 Brookfield rd.

2. Liste de bâtiments additionnels possibles

	Nom	Adresse
3	Insurance Building	770 Heron rd.
4	Edward Drake (&Annex)	1500 Bronson av.
5	Sir Leonard Tilley Building & Annex	719 Heron rd.
6	Sir Charles Tupper Building	2720 Riverside dr..



ID	2035
Titre	Conditions générales - Services
Date	2011-05-16
État	actif

- 01 Interprétation
- 02 Pouvoirs du Canada
- 03 Situation juridique de l'entrepreneur
- 04 Exécution des travaux
- 05 Contrats de sous-traitance
- 06 Spécifications
- 07 Remplacement d'individus spécifiques
- 08 Rigueur des délais
- 09 Retard justifiable
- 10 Inspection et acceptation des travaux
- 11 Présentation des factures
- 12 Taxes
- 13 Frais de transport
- 14 Responsabilité du transporteur
- 15 Période de paiement
- 16 Intérêt sur les comptes en souffrance
- 17 Conformité aux lois applicables
- 18 Droit de propriété
- 19 Droits d'auteur
- 20 Traduction de la documentation
- 21 Confidentialité
- 22 Biens de l'État
- 23 Responsabilité
- 24 Atteinte aux droits de propriété intellectuelle et redevances
- 25 Modification et renonciations
- 26 Cession
- 27 Suspension des travaux
- 28 Manquement de la part de l'entrepreneur
- 29 Résiliation pour raisons de commodité
- 30 Comptes et vérification
- 31 Droit de compensation
- 32 Avis
- 33 Conflits d'intérêts et codes de valeurs et d'éthique pour la fonction publique
- 34 Pots-de-vin ou conflits
- 35 Prorogation
- 36 Dissociabilité
- 37 Successeurs et cessionnaires
- 38 Honoraires conditionnels
- 39 Sanctions internationales
- 40 Harcèlement en milieu de travail
- 41 Exhaustivité de la convention



2035 01 (2008-05-12) Interprétation

Dans le contrat, à moins que le contexte n'indique un sens différent :

« articles de convention » désigne les clauses et conditions reproduites en entier ou incorporées par renvoi à partir du guide des *Clauses et conditions uniformisées d'achat* pour former le corps du contrat; cela ne comprend pas les présentes conditions générales, les conditions générales supplémentaires, les annexes, la soumission de l'entrepreneur, ou tout autre document;

« autorité contractante » désigne la personne désignée comme tel dans le contrat, ou dans un avis à l'entrepreneur, pour représenter le Canada dans l'administration du contrat;

« biens de l'État » désigne tout ce qui est fourni à l'entrepreneur par ou pour le Canada, aux fins de l'exécution du contrat et tout ce que l'entrepreneur acquiert, d'une manière ou d'une autre, relativement aux travaux, dont le coût est payé par le Canada en vertu du contrat;

« Canada », « Couronne », « Sa Majesté » ou « État » désigne Sa Majesté la Reine du chef du Canada, représentée par le Conseil national de recherches (CNRC) et toute autre personne dûment autorisée à agir au nom du CNRC;

« contrat » désigne les articles de convention, les présentes conditions générales, toutes conditions générales supplémentaires, annexes et tout autre document intégré par renvoi, tous tels que modifiés de temps à autre avec le consentement des parties;

« entrepreneur » désigne la personne, l'entité ou les entités dont le nom figure au contrat pour fournir au Canada des biens, des services ou les deux;

« partie » désigne le Canada ou l'entrepreneur ou tout autre signataire du contrat; « parties » désigne l'ensemble de ceux-ci;

« prix contractuel » désigne la somme mentionnée au contrat payable à l'entrepreneur pour les travaux, excluant la taxe sur les produits et services et la taxe de vente harmonisée;

« spécifications » désigne la description des exigences essentielles, fonctionnelles ou techniques liées aux travaux, y compris les procédures permettant de déterminer si les exigences ont été respectées.

« travaux » désigne les activités, services, biens, équipements, choses et objets que l'entrepreneur doit exécuter, livrer ou fournir en vertu du contrat.

2035 02 (2008-05-12) Pouvoirs du Canada

Tous les droits, recours, pouvoirs et pouvoirs discrétionnaires accordés ou acquis par le Canada en vertu du contrat ou d'une loi sont cumulatifs et non exclusifs.

2035 03 (2008-05-12) Situation juridique de l'entrepreneur

L'entrepreneur est retenu à titre d'entrepreneur indépendant engagé par le Canada pour exécuter les travaux. Rien dans le contrat n'a pour objet de créer un partenariat, une coentreprise ou mandat entre le Canada et l'autre ou les autres parties. L'entrepreneur ne doit se présenter à



quiconque comme un agent ou un représentant du Canada. Ni l'entrepreneur ni ses employés ne constituent des employés, des préposés ou des mandataires du Canada. L'entrepreneur doit effectuer toutes les déductions et tous les versements exigés par la loi relativement à ses employés.

2035 04 (2008-05-12) Exécution des travaux

1. L'entrepreneur déclare et atteste ce qui suit :
 - a) il a la compétence pour exécuter les travaux;
 - b) il dispose de tout ce qui est nécessaire pour exécuter les travaux, y compris les ressources, les installations, la main-d'oeuvre, la technologie, l'équipement et les matériaux;et
 - c) il a les qualifications nécessaires, incluant la connaissance, les aptitudes, le savoir faire et l'expérience, et l'habileté de les utiliser efficacement pour exécuter les travaux.
2. L'entrepreneur doit :
 - a) exécuter les travaux de manière diligente et efficace;
 - b) sauf pour les biens de l'État, fournir tout ce qui est nécessaire pour exécuter les travaux;
 - c) au minimum, appliquer les procédures d'assurance de la qualité et effectuer les inspections et les contrôles généralement utilisés et reconnus dans l'industrie afin d'assurer le degré de qualité exigé en vertu du contrat;
 - d) sélectionner et engage un nombre suffisant de personnes qualifiées;
 - e) exécuter les travaux conformément aux normes de qualité jugées acceptables par le Canada et en pleine conformité avec les spécifications et toutes les exigences du contrat;
 - f) surveiller la réalisation des travaux de façon efficiente et efficace en vue de s'assurer que la qualité de leur exécution est conforme à celle énoncée dans le contrat.
3. Les travaux ne doivent pas être exécutés par des personnes qui, de l'avis du Canada, sont incompetentes ou ne sont pas conduites convenablement.
4. Tous les services rendus en vertu du contrat devront, au moment de l'acceptation, libres de vices d'exécution et qu'ils satisfont aux exigences du présent contrat. Si l'entrepreneur doit corriger ou remplacer les travaux ou une partie de ceux-ci, il le fait à ses frais.
5. L'entrepreneur ne peut pas utiliser les installations, l'équipement ou le personnel du Canada pour exécuter les travaux à moins que le contrat le prévoie explicitement. L'entrepreneur doit le faire savoir d'avance à l'autorité contractante s'il doit avoir accès aux installations, à l'équipement ou au personnel du Canada pour exécuter les travaux. L'entrepreneur doit accepter de se conformer, et doit voir à ce que ses employés et ses sous-traitants se conforment, à tous les ordres permanents, mesures de sécurité, politiques et autres règles en vigueur à l'emplacement des travaux.



6. L'entrepreneur ne doit pas arrêter ou suspendre l'exécution des travaux ou d'une partie des travaux en attendant le règlement de toute dispute entre les parties concernant le contrat, sauf lorsque l'autorité contractante lui ordonne de le faire en vertu de l'article 27.
7. L'entrepreneur doit fournir tous les rapports exigés en vertu du contrat et toute autre information que le Canada peut raisonnablement exiger de temps à autre.
8. L'entrepreneur est entièrement responsable de l'exécution des travaux. Le Canada ne sera pas responsable des effets négatifs ou des coûts supplémentaires si l'entrepreneur suit tout conseil donné par le Canada, sauf si l'autorité contractante fournit le conseil par écrit à l'entrepreneur incluant une déclaration dégageant expressément l'entrepreneur de toute responsabilité quant aux effets négatifs ou aux coûts supplémentaires pouvant découler de ces conseils.

2035 05 (2010-01-11) Contrats de sous-traitance

1. À l'exception de ce qui est prévu au paragraphe 2, l'entrepreneur doit obtenir le consentement écrit de l'autorité contractante avant de sous-traiter ou de permettre la sous-traitance de toute parties travaux. Un contrat de sous-traitance comprend un contrat conclu par un sous-traitant à tout échelon en vue d'exécuter toute partie des travaux.
2. L'entrepreneur n'est pas obligé d'obtenir un consentement pour des contrats de sous-traitance expressément autorisés dans le contrat. L'entrepreneur peut également, sans le consentement de l'autorité contractante :
 - a) acheter des produits courants en vente libre dans le commerce, ainsi que des articles et des matériaux produits par des fabricants dans le cours normal de leurs affaires;
 - b) sous-traiter toute partie des travaux qu'il est d'usage de sous-traiter dans l'exécution de contrats semblables; et
 - c) permettre à ses sous-traitants à tout échelon d'effectuer des achats ou de sous-traiter comme le prévoient les alinéas a) et b).
3. Pour tout autre contrat de sous-traitance qui n'est pas visé à l'alinéa 2.a), l'entrepreneur doit s'assurer, sauf avec le consentement écrit de l'autorité contractante, que le sous-traitant soit lié par des conditions qui sont compatibles avec celles du contrat et qui, de l'avis de l'autorité contractante, ne sont pas moins avantageuses pour le Canada que les conditions du contrat.
4. Le consentement donné à la conclusion d'un contrat de sous-traitance ne libère pas l'entrepreneur de ses obligations aux termes du contrat et n'a pas pour effet d'engager la responsabilité du Canada envers un sous-traitant. L'entrepreneur demeure entièrement responsable des affaires ou choses faites ou fournies par tout sous-traitant en vertu du contrat ainsi que de la rémunération des sous-traitants pour toute partie des travaux qu'ils effectuent.

2035 06 (2008-05-12) Spécifications



1. Toute spécification fournie par le Canada ou au nom du Canada à l'entrepreneur en relation avec le contrat appartient au Canada et ne doit être utilisée par l'entrepreneur qu'en vue d'exécuter les travaux.
2. Si le contrat stipule que les spécifications fournies par l'entrepreneur doivent être approuvées par le Canada, cette approbation ne relève pas l'entrepreneur de son obligation de satisfaire aux exigences du contrat.

2035 07 (2008-05-12) Remplacement d'individus spécifiques

1. Si des individus spécifiques sont identifiés dans le contrat pour exécuter les travaux, l'entrepreneur doit fournir les services de ces individus, sauf s'il n'est pas en mesure de le faire pour des motifs indépendants de sa volonté.
2. Si l'entrepreneur n'est pas en mesure de fournir les services de tout individu spécifique identifié au contrat, l'entrepreneur doit fournir les services d'un remplaçant qui possède les qualifications et l'expérience similaires. Le remplaçant doit satisfaire aux critères utilisés pour la sélection de l'entrepreneur et être acceptable pour le Canada. L'entrepreneur doit, le plus tôt possible, aviser l'autorité contractante du motif du remplacement de l'individu et fournir:
 - a) le nom du remplaçant proposé ainsi que ses qualifications et son expérience; et
 - b) la preuve que le remplaçant proposé possède la cote de sécurité exigée accordée par le Canada, s'il y a lieu.
3. L'entrepreneur ne doit en aucun cas permettre que les travaux soient exécutés par des remplaçants non autorisés. L'autorité contractante peut ordonner qu'un remplaçant cesse d'exécuter les travaux. L'entrepreneur doit alors se conformer sans délai à cet ordre et retenir les services d'un autre remplaçant conformément au paragraphe 2. Le fait que l'autorité contractante n'ordonne pas qu'un remplaçant cesse d'exécuter les travaux n'a pas pour effet de relever l'entrepreneur de son obligation de satisfaire aux exigences du contrat.

2035 08 (2008-05-12) Rigueur des délais

Il est essentiel que les travaux soient exécutés dans les délais prévus au contrat.

2035 09 (2008-05-12) Retard justifiable

1. Le retard de l'entrepreneur à s'acquitter de toute obligation prévue au contrat à cause d'un événement qui:
 - a) est hors du contrôle raisonnable de l'entrepreneur;
 - b) ne pouvait raisonnablement avoir été prévu;
 - c) ne pouvait raisonnablement avoir été empêché par des moyens que pouvait raisonnablement utiliser l'entrepreneur; et
 - d) est survenu en l'absence de toute faute ou négligence de la part de l'entrepreneur sera considéré un « retard justifiable » si l'entrepreneur informe l'autorité contractante de la



survenance du retard ou de son éventualité dès qu'il en prend connaissance. L'entrepreneur doit de plus informer l'autorité contractante, dans les quinze (15) jours ouvrables, de toutes les circonstances reliées au retard et soumettre à l'approbation de l'autorité contractante un plan de redressement clair qui détaille les étapes que l'entrepreneur propose de suivre afin de minimiser les conséquences de l'événement qui a causé le retard.

2. Toute date de livraison ou autre date qui est directement touchée par un retard justifiable sera reportée d'une durée raisonnable n'excédant pas celle du retard justifiable.
3. Toutefois, au bout de trente (30) jours ou plus de retard justifiable, l'autorité contractante peut, par avis écrit à l'entrepreneur, résilier le contrat. Dans un tel cas, les parties conviennent de renoncer à toute réclamation pour dommages, coûts, profits anticipés ou autres pertes découlant de la résiliation ou de l'événement qui a contribué au retard justifiable. L'entrepreneur s'engage à rembourser immédiatement au Canada la portion de toute avance non liquidée à la date de la résiliation.
4. Le Canada ne sera pas responsable des frais engagés par l'entrepreneur ou l'un de ses sous-traitants ou mandataires par suite d'un retard justifiable, sauf lorsque celui-ci est attribuable à l'omission du Canada de s'acquitter d'une de ses obligations en vertu du contrat.
5. Si le contrat est résilié en vertu du présent article, l'autorité contractante peut exiger que l'entrepreneur livre au Canada, selon les modalités et dans les mesures prescrites par l'autorité contractante, toutes les parties complétées des travaux qui n'ont pas été livrées ni acceptées avant la résiliation, de même que tout ce que l'entrepreneur a acquis ou produit expressément dans l'exécution du contrat. Le Canada paiera l'entrepreneur:
 - a) la valeur, calculée en fonction du prix contractuel, incluant la quote-part du profit ou des honoraires de l'entrepreneur inclus dans le prix contractuel, de l'ensemble de toutes les parties des travaux complétés qui sont livrés et acceptés par le Canada, et
 - b) le coût de l'entrepreneur que le Canada juge raisonnable en ce qui concerne toute autre chose livrée au Canada et acceptée par ce dernier.

Le total des sommes versées par le Canada en vertu du contrat jusqu'à sa résiliation et toutes sommes payables en vertu du présent paragraphe ne doivent pas dépasser le prix contractuel.

2035 10 (2008-05-12) Inspection et acceptation des travaux

1. Tous les travaux sont soumis à l'inspection et à l'acceptation par le Canada. L'inspection et l'acceptation des travaux par le Canada ne relèvent pas l'entrepreneur de sa responsabilité à l'égard des défauts et des autres manquements aux exigences du contrat. Le Canada aura le droit de rejeter tout travail non conforme aux exigences du contrat et d'exiger une rectification ou un remplacement aux frais de l'entrepreneur.
2. L'entrepreneur doit permettre aux représentants du Canada, en tout temps durant les heures de travail, d'accéder à tous les lieux où toute partie des travaux est exécutée. Les représentants du Canada peuvent procéder à leur gré à des examens et à des vérifications. L'entrepreneur doit fournir toute l'aide, les locaux, tous les échantillons, pièces d'essai et documents que les représentants du Canada peuvent raisonnablement exiger pour



l'exécution de l'inspection. L'entrepreneur doit expédier lesdits échantillons et pièces d'essai à la personne ou à l'endroit indiqué par le Canada.

3. L'entrepreneur doit inspecter et approuver toute partie des travaux avant de le soumettre pour acceptation ou livraison au Canada. L'entrepreneur doit tenir un registre des inspections à la fois précis et complet qu'il doit mettre à la disposition du Canada, sur demande. Les représentants du Canada peuvent tirer des copies et des extraits des registres pendant l'exécution du contrat et pendant une période maximale de trois ans après la fin du contrat.

2035 11 (2008-05-12) Présentation des factures

1. Les factures doivent être soumises au nom de l'entrepreneur. L'entrepreneur doit présenter des factures pour chaque livraison ou expédition; ces factures doivent s'appliquer uniquement au présent contrat. Chaque facture doit indiquer si elle porte sur une livraison partielle ou finale.
2. Les factures doivent contenir :
 - a) la date, le nom et l'adresse du client, les numéros d'articles ou de référence, les biens livrables et(ou) la description des travaux, le numéro du contrat, et le numéro de la taxe sur les produits et services (TPS) ou la taxe de vente harmonisée (TVH);
 - b) des renseignements sur les dépenses en conformité avec la base de paiement, la taxe sur les produits et services (TPS) ou la taxe de vente harmonisée (TVH) non comprise (comme le nom des articles et leur quantité, l'unité de distribution, le prix unitaire, les tarifs horaires fermes, le niveau d'effort et les sous-contrats, selon le cas);
 - c) les déductions correspondant à la retenue de garantie, s'il y a lieu;
 - d) le report des totaux, s'il y a lieu; et
 - e) s'il y a lieu, le mode d'expédition avec la date, le numéro de cas et de pièce ou de référence, les frais d'expédition et tous les autres frais supplémentaires.
3. La TPS ou la TVH, dans la mesure où elles s'appliquent, doivent être indiquées séparément dans toutes les factures. Tous les articles détaxés, exonérés ou auxquels la TPS ou la TVH ne s'appliquent pas doivent être identifiés comme tels sur toutes les factures.
4. En présentant une facture, l'entrepreneur atteste que la facture correspond aux travaux qui ont été livrés et qu'elle est conforme au contrat.

2035 12 (2010-08-16) Taxes

1. Taxes municipales
Les taxes municipales ne s'appliquent pas.
2. Taxes provinciales
 - a) Sauf pour les exceptions légiférées, les ministères et organismes fédéraux ne doivent pas payer la taxe de vente imposée par la province dans laquelle les biens ou les



services taxables sont livrés. Cette exonération a été accordée aux ministères et organismes fédéraux en vertu de l'une des autorisations suivantes:

- (i) numéros de permis d'exonération de taxe de vente provinciale (TVP), pour les provinces suivantes:
 - Ile-du-Prince-Édouard OP-10000-250
 - Manitoba 390-516-0
 - (ii) pour le Québec, la Saskatchewan, le Territoire du Yukon, les Territoires du Nord-Ouest et le Nunavut, une certification d'exonération qui certifie que les biens ou services achetés ne sont pas assujettis aux taxes de vente et aux taxes à la consommation provinciales et territoriales parce qu'ils sont achetés par le gouvernement fédéral avec des fonds publics pour utilisation par le gouvernement fédéral.
- b) Actuellement, il n'y a aucune TVP en Alberta, dans le Territoire du Yukon, dans les Territoires du Nord-Ouest et au Nunavut. Cependant, si la TVP était instaurée en Alberta, dans le Territoire du Yukon, dans les Territoires du Nord-Ouest ou au Nunavut, le numéro du certificat d'exonération de la taxe de vente devrait être inscrit sur le document d'achat.
 - c) Les ministères fédéraux doivent payer la TVH dans les provinces participantes. Ces provinces sont Terre-Neuve et Labrador, la Nouvelle-Écosse, le Nouveau-Brunswick, l'Ontario et la Colombie-Britannique.
 - d) L'entrepreneur n'est pas dispensé de l'obligation de payer la TVP en vertu des numéros de permis d'exonération ci-dessus ou de la certification d'exonération. L'entrepreneur doit payer la TVP sur les biens ou les services taxables consommés ou utilisés dans le cadre de l'exécution du contrat (conformément à la législation provinciale applicable), y compris les matériaux incorporés dans des biens immobiliers.

3. Modifications aux taxes et droits

En cas de modification apportée à toute taxe ou droit payable à tout palier de gouvernement après la date de la soumission et qui modifie le coût des travaux pour l'entrepreneur, le prix contractuel sera rectifié de façon à tenir compte de l'augmentation ou de la baisse du coût pour l'entrepreneur. Toutefois, il n'y aura pas de rectification pour toute modification qui augmente le coût des travaux pour l'entrepreneur si, avant la date de la soumission, un avis public de la modification avait été communiqué de façon suffisamment détaillée pour qu'il puisse calculer l'effet du changement sur son coût. Il n'y aura pas de rectification si la modification entre en vigueur après la date de livraison des travaux prévue dans le contrat.

4. TPS ou TVH

La TPS ou la TVH, dans la mesure où elle s'applique, est comprise dans le coût estimatif total indiqué à la page 1 du contrat. La TPS ou la TVH n'est pas comprise dans le prix contractuel, mais elle sera payée par le Canada conformément aux dispositions de l'article sur la présentation de factures figurant ci-dessus. L'entrepreneur s'engage à verser à l'Agence du revenu du Canada toutes les sommes acquittées ou exigibles au titre de la TPS et de la TVH.



5. Retenue d'impôt de 15 p. 100

En vertu de la *Loi de l'impôt sur le revenu*, 1985, ch. 1 (5e suppl.) et le *Règlement de l'impôt sur le revenu*, le Canada doit retenir 15 p. 100 du montant à payer à l'entrepreneur pour des services rendus au Canada si l'entrepreneur est non-résident, à moins que ce dernier obtienne une dérogation valide. Le montant retenu sera conservé dans un compte pour l'entrepreneur pour tout impôt à payer exigible par le Canada.

2035 13 (2010-01-11) Frais de transport

Si des frais de transport sont payables par le Canada en vertu du contrat et que l'entrepreneur doit prendre les dispositions nécessaires pour le transport, les envois doivent être effectués par le moyen de transport le plus direct et le plus économique, selon les méthodes normales d'expédition. Ces frais doivent figurer séparément sur la facture.

2035 14 (2010-01-11) Responsabilité du transporteur

La politique du gouvernement fédéral voulant qu'il assume ses propres risques exclut le paiement de frais d'assurances ou de taxation à la valeur pour le transport au-delà du point de transfert du droit de propriété sur les biens au gouvernement fédéral (selon le point FAB ou Incoterms). Lorsque l'entrepreneur est en mesure d'accroître la responsabilité du transporteur sans frais supplémentaires, il doit avoir recours à cette responsabilité accrue pour l'envoi.

2035 15 (2008-05-12) Période de paiement

1. La période normale de paiement du gouvernement du Canada est de trente (30) jours. La période de paiement est calculée à compter de la date de réception d'une facture dont le format et le contenu sont acceptables conformément au contrat, ou la date de réception des travaux dans un état acceptable tel qu'exigé au contrat, selon la plus tardive des deux dates. Un paiement est considéré en souffrance le 31e jour suivant cette date, et des intérêts seront calculés automatiquement, conformément à l'article 16.
2. Si le contenu de la facture et les renseignements connexes nécessaires ne sont pas conformes au contrat, ou si les travaux fournis ne sont pas dans un état acceptable, le Canada avisera l'entrepreneur dans les quinze (15) jours suivant la réception. La période de paiement de trente (30) jours débute à la réception de la facture révisée ou à la réception des travaux corrigés ou remplacés. Le défaut du Canada d'aviser l'entrepreneur dans les quinze (15) jours n'aura pour conséquence que la date stipulée au paragraphe 1 servira uniquement à calculer l'intérêt sur les comptes en souffrance.

2035 16 (2008-12-12) Intérêt sur les comptes en souffrance

- 1 Les définitions suivantes s'appliquent au présent article :

« date de paiement » désigne la date que porte le titre négociable tiré par le Receveur général du Canada afin de payer une somme exigible en vertu du contrat;

« en souffrance » désigne la somme qui demeure impayée le lendemain du jour où elle est devenue exigible conformément au contrat;



« taux d'escompte » désigne le taux d'intérêt fixé de temps en temps par la Banque du Canada qui représente le taux minimum auquel la Banque du Canada consent des avances à court terme aux membres de l'Association canadienne des paiements;

« taux moyen » désigne la moyenne arithmétique simple du taux d'escompte en vigueur chaque jour, à 16 h, heure de l'Est, pour le mois civil immédiatement antérieur à la date de paiement;

2. Le Canada versera à l'entrepreneur des intérêts simples, au taux moyen majoré de 3 p. 100 par an, sur toute somme en souffrance, à partir du premier jour où la somme est en souffrance jusqu'au jour qui précède la date de paiement inclusivement. L'entrepreneur n'est pas tenu d'aviser le Canada pour que l'intérêt soit payable.
3. Le Canada versera des intérêts conformément à cet article seulement si le Canada est responsable du retard à payer l'entrepreneur. Le Canada ne versera pas d'intérêts sur les paiements anticipés qui sont en souffrance.

2035 17 (2008-05-12) Conformité aux lois applicables

1. L'entrepreneur doit se conformer aux lois applicables à l'exécution du contrat. Sur demande raisonnable du Canada, l'entrepreneur doit fournir une preuve de conformité aux lois applicables.
2. L'entrepreneur doit obtenir et tenir à jour à ses propres frais tous les permis, licences, approbations réglementaires et certificats exigés pour l'exécution des travaux. Sur demande de l'autorité contractante, il doit remettre au Canada une copie de tout permis, licence, approbation réglementaire ou certification exigé.

2035 18 (2008-05-12) Droit de propriété

1. Sauf disposition contraire dans le contrat, le droit de propriété sur les travaux ou toute partie des travaux appartient au Canada dès leur livraison et leur acceptation par ou pour le compte du Canada.
2. Toutefois lorsqu'un paiement est effectué à l'entrepreneur à l'égard des travaux, notamment au moyen de paiements progressifs ou d'étape, le droit de propriété relié aux travaux ainsi payés est transféré au Canada au moment du paiement. Ce transfert du droit de propriété ne constitue pas l'acceptation des travaux ou de toute partie des travaux par le Canada ni ne relève l'entrepreneur de son obligation d'exécuter les travaux conformément au contrat.
3. Malgré tout transfert du droit de propriété, l'entrepreneur est responsable de toute perte ou endommagement des travaux ou toute partie des travaux jusqu'à la livraison au Canada conformément au contrat. Même après la livraison, l'entrepreneur demeure responsable de toute perte ou endommagement causé par l'entrepreneur ou tout sous-traitant.
4. Lorsque le droit de propriété sur les travaux ou une partie des travaux est transféré au Canada, l'entrepreneur doit établir, à la demande du Canada, que ce titre est libre et quitte de tout privilège, réclamation, charge, sûreté ou servitude et signer les actes de transfert s'y rapportant et les autres documents nécessaires pour parfaire le titre qu'exige le Canada.



2035 19 (2008-05-12) Droits d'auteur

Dans cette section, le mot « matériel » désigne tout ce qui est créé par l'entrepreneur dans le cadre du travail prévu au contrat, qui doit, selon le contrat, être livré au Canada, et qui est protégé par un droit d'auteur. Le mot « matériel » ne comprend pas quelque chose qui a été créé par l'entrepreneur avant la date du contrat.

Le Canada est titulaire du droit d'auteur sur le matériel, et l'entrepreneur doit apposer sur le matériel le symbole du droit d'auteur et l'un ou l'autre des avis qui suivent : © Sa Majesté la Reine du chef du Canada (année) ou © Her Majesty the Queen in right of Canada (year).

L'entrepreneur ne doit pas utiliser, copier, divulguer ou publier quelque matériel que ce soit, sauf si cela est nécessaire à l'exécution du contrat. L'entrepreneur doit signer l'acte de transfert et les autres documents relatifs au droit d'auteur sur le matériel qui sont exigés par le Canada.

L'entrepreneur devra fournir, à la demande du Canada, une renonciation écrite permanente aux droits moraux, de forme acceptable pour le Canada, de la part de chaque auteur qui a contribué au matériel. Dans les cas où l'entrepreneur est l'auteur du matériel, il renonce définitivement à ses droits moraux relativement au matériel.

2035 20 (2008-05-12) Traduction de la documentation

L'entrepreneur convient que le Canada peut traduire dans l'autre langue officielle toute documentation qui lui a été livrée par l'entrepreneur et qui n'appartient pas au Canada en vertu de l'article 19. L'entrepreneur reconnaît que le Canada est propriétaire de la traduction et qu'il n'a aucune obligation de fournir une traduction à l'entrepreneur. Le Canada convient que toute traduction doit comprendre tout avis de droit d'auteur et tout avis de droit de propriété qui faisait partie de l'original. Le Canada reconnaît que l'entrepreneur n'est pas responsable des erreurs techniques ou d'autres problèmes qui pourraient être causés par la traduction.

2035 21 (2008-05-12) Confidentialité

1. L'entrepreneur doit garder confidentiel tous les renseignements fournis à l'entrepreneur par ou pour le Canada relativement aux travaux, y compris les renseignements confidentiels ou les renseignements protégés par des droits de propriété intellectuelle dont sont titulaires des tiers, ainsi que ceux qu'il conçoit, génère ou produit à l'occasion de l'exécution des travaux lorsque le droit d'auteur ou tout autre droit de propriété intellectuelle sur ceux-ci appartient au Canada en vertu du contrat. L'entrepreneur ne doit pas divulguer de tels renseignements sans l'autorisation écrite du Canada. L'entrepreneur peut divulguer à un sous-traitant tous les renseignements nécessaires à l'exécution du contrat de sous-traitance, à la condition que le sous-traitant s'engage à les garder confidentiels et à ne les utiliser que pour exécuter le contrat de sous-traitance.
2. L'entrepreneur consent à n'utiliser les renseignements fournis à l'entrepreneur par ou pour le Canada qu'aux seules fins du contrat. L'entrepreneur reconnaît que ces renseignements demeurent la propriété du Canada ou du tiers, selon le cas. Sauf disposition contraire dans le contrat, l'entrepreneur doit remettre, à la fin des travaux prévus au contrat ou à la résiliation du contrat ou à tout autre moment antérieur à la demande du Canada, tous ces renseignements ainsi que toute copie, ébauche, document de travail et note dans lesquels figurent ces renseignements.



3. Sous réserve de la *Loi sur l'accès à l'information*, L.R., 1985, ch. A-1, et sous réserve des droits du Canada selon le contrat de communiquer ou de divulguer, le Canada ne doit pas communiquer ou divulguer en dehors du gouvernement du Canada aucune information livrée au Canada en vertu du contrat qui appartient à l'entrepreneur ou un sous-traitant.
4. Les obligations des parties prévues au présent article ne s'étendent pas aux renseignements suivants:
 - a) ceux mis à la disposition du public par une autre source que l'autre partie; ou
 - b) ceux communiqués à une partie par une autre source que l'autre partie, sauf lorsque la partie sait que la source s'est engagée envers l'autre partie à ne pas les communiquer; ou
 - c) ceux produits par une partie sans utiliser les renseignements de l'autre partie.
5. Dans la mesure du possible l'entrepreneur doit indiquer ou marquer tout renseignement protégé par des droits de propriété intellectuelle qui ont été livrés au Canada en vertu du contrat comme étant la « propriété de (nom de l'entrepreneur), utilisations permises au gouvernement en vertu du contrat no (inscrire le numéro du contrat) de Conseil National de Recherches Canada (CNRC) ». Le Canada n'est pas responsable de l'utilisation ou de la divulgation non autorisée des renseignements qui auraient pu être ainsi marqués ou identifiés et qui ne l'ont pas été.
6. Si le contrat, les travaux ou tout renseignement mentionné au paragraphe 1 font l'objet de la mention TRÈS SECRET, SECRET, CONFIDENTIEL, ou PROTÉGÉ établie par le Canada, l'entrepreneur doit prendre toutes les mesures qui sont raisonnablement nécessaires à la sauvegarde du matériel ainsi identifié, incluant les mesures que prévoient le Manuel de la sécurité industrielle de TPSGC et ses suppléments ainsi que les autres directives du Canada.
7. Si le contrat, les travaux ou un renseignement visé au paragraphe 1 sont identifiés TRÈS SECRET, SECRET, CONFIDENTIEL, ou PROTÉGÉ par le Canada, les représentants du Canada peuvent, à des fins de sécurité, inspecter les locaux de l'entrepreneur ou d'un sous-traitant à tout échelon de la sous-traitance à tout moment pendant la durée du contrat. L'entrepreneur doit se conformer et faire en sorte que tout sous-traitant se conforme aux directives écrites du Canada relativement à tout matériel ainsi identifié, notamment en exigeant que ses employés ou ceux d'un sous-traitant signent et fournissent une déclaration concernant les vérifications de fiabilité, les autorisations de sécurité et autres mesures.
8. L'adjudicataire consent à la communication des principaux éléments d'information concernant le marché si la valeur de celui-ci excède 10 000\$ à l'exception des renseignements visés à l'un des alinéas 20(1)a) à d) de la Loi sur l'accès à l'information.

2035 22 (2008-05-12) Biens de l'État

1. L'entrepreneur doit utiliser les biens de l'État aux seules fins de l'exécution du contrat et ces biens demeurent la propriété du Canada. L'entrepreneur doit tenir un registre comptable adéquat de tous les biens de l'État et, si possible, les identifier comme des biens appartenant au Canada.



2. L'entrepreneur doit prendre soin, de manière raisonnable et adéquate, de tous les biens de l'État dont il a la possession ou le contrôle. S'il ne s'acquitte pas de cette obligation, il est responsable de toute perte ou de tout dommage qui en résulte, sauf si ceux-ci sont causés par l'usure normale.
3. Tous les biens de l'État qui ne sont pas intégrés aux travaux doivent être retournés au Canada sur demande. Tous les résidus et toutes les matières de rebut, les articles ou choses qui sont des biens de l'État demeurent la propriété du Canada et l'entrepreneur ne peut en disposer que conformément aux directives du Canada, sauf disposition contraire dans le contrat.
4. À la fin du contrat et sur demande de l'autorité contractante, l'entrepreneur doit fournir au Canada l'inventaire de tous les biens de l'État se rapportant au contrat.

2035 23 (2008-05-12) Responsabilité

L'entrepreneur est responsable de tout dommage causé par l'entrepreneur, ses employés, ses sous-traitants ou ses agents au Canada ou à tout tiers. Le Canada est responsable de tout dommage causé par lui-même, ses employés, ses agents à l'entrepreneur ou à tout tiers. Les parties conviennent qu'aucune disposition relative à la limitation de la responsabilité ou à des indemnités ne s'applique au contrat à moins d'être reproduite entièrement dans les articles de convention. Les dommages comprennent les blessures causées à des personnes (y compris les blessures entraînant le décès) ou la perte ou l'endommagement de biens (y compris les biens immobiliers) causés par ou durant l'exécution du contrat.

2035 24 (2008-05-12) Atteinte aux droits de propriété intellectuelle et redevances.

1. L'entrepreneur déclare et garantit qu'au meilleur de sa connaissance, ni lui ni le Canada ne portera atteinte aux droits de propriété intellectuelle d'un tiers dans le cadre de l'exécution ou de l'utilisation des travaux, et que le Canada n'aura aucune obligation de verser quelque redevance que ce soit à quiconque en ce qui touche les travaux.
2. Si quelqu'un présente une réclamation contre le Canada ou l'entrepreneur pour atteinte aux droits de propriété intellectuelle ou pour des redevances en ce qui touche les travaux, cette partie convient d'aviser immédiatement l'autre partie par écrit. En cas de réclamation contre le Canada, le procureur général du Canada, en vertu de la *Loi sur le ministère de la Justice*, L.R., 1985, ch. J-2, sera chargé des intérêts du Canada dans tout litige où le Canada est partie, mais il peut demander à l'entrepreneur de défendre le Canada contre la réclamation. Dans l'un ou l'autre des cas, l'entrepreneur convient de participer pleinement à la défense et à la négociation d'un règlement, et de payer tous les coûts, dommages et frais juridiques engagés ou payables à la suite de la réclamation, y compris le montant du règlement. Les deux parties conviennent de ne régler aucune réclamation avant que l'autre partie n'ait d'abord approuvé le règlement par écrit.
3. L'entrepreneur n'a aucune obligation concernant les réclamations qui sont présentées seulement parce que:
 - a) le Canada a modifié les travaux ou une partie des travaux sans le consentement de l'entrepreneur ou il a utilisé les travaux ou une partie des travaux sans se conformer à l'une des exigences du contrat; ou



- b) le Canada a utilisé les travaux ou une partie des travaux avec un produit qui n'a pas été fourni par l'entrepreneur en vertu du contrat (à moins que l'utilisation ne soit décrite dans le contrat ou dans les spécifications du fabricant); ou
 - c) l'entrepreneur a utilisé de l'équipement, des dessins, des spécifications ou d'autres renseignements qui lui ont été fournis par le Canada (ou par une personne autorisée par le Canada); ou
 - d) l'entrepreneur a utilisé un élément particulier de l'équipement ou du logiciel qu'il a obtenu grâce aux instructions précises de l'autorité contractante; cependant, cette exception s'applique uniquement si l'entrepreneur a inclus la présente déclaration dans son contrat avec le fournisseur de cet équipement ou de ce logiciel : « [Nom du fournisseur] reconnaît que les éléments achetés seront utilisés par le gouvernement du Canada. Si une tierce partie prétend que cet équipement ou ce logiciel fourni en vertu du contrat enfreint les droits de propriété intellectuelle, [nom du fournisseur], à la demande de [nom de l'entrepreneur] ou du Canada, défendra à ses propres frais, tant [nom de l'entrepreneur] que le Canada contre cette réclamation et paiera tous les coûts, dommages et frais juridiques connexes ». L'entrepreneur est responsable d'obtenir cette garantie du fournisseur, faute de quoi l'entrepreneur sera responsable de la réclamation envers le Canada.
4. Si quelqu'un allègue qu'en raison de l'exécution des travaux, l'entrepreneur ou le Canada enfreint ses droits de propriété intellectuelle, l'entrepreneur doit adopter immédiatement l'un des moyens suivants:
- a) prendre les mesures nécessaires pour permettre au Canada de continuer à utiliser la partie des travaux censément enfreinte; ou
 - b) modifier ou remplacer les travaux afin d'éviter de porter atteinte aux droits de propriété intellectuelle, tout en veillant à ce que les travaux respectent toujours les exigences du contrat; ou
 - c) reprendre les travaux et rembourser toute partie du prix contractuel que le Canada a déjà versée.

Si l'entrepreneur détermine qu'aucun de ces moyens ne peut être raisonnablement mis en oeuvre, ou s'il ne prend pas l'un de ces moyens dans un délai raisonnable, le Canada peut choisir d'obliger l'entrepreneur à adopter la mesure c), ou d'adopter toute autre mesure nécessaire en vue d'obtenir le droit d'utiliser la ou les parties des travaux censément enfreinte(s), auquel cas l'entrepreneur doit rembourser au Canada tous les frais que celui-ci a engagés pour obtenir ce droit.

2035 25 (2008-05-12) Modification et renonciations

1. Pour être en vigueur, toute modification du contrat doit être faite par écrit par l'autorité contractante et le représentant autorisé de l'entrepreneur.
2. Bien que l'entrepreneur puisse discuter de modifications proposées aux travaux avec d'autres représentants du Canada, ce dernier n'assumera le coût de toute modification que si elle est intégrée au contrat conformément au paragraphe 1.



3. Une renonciation n'est valable, ne lie les parties et ne modifie leurs droits que lorsqu'elle est faite par écrit par l'autorité contractante, dans le cas d'une renonciation du Canada, et par le représentant autorisé de l'entrepreneur, dans le cas d'une renonciation de l'entrepreneur.
4. La renonciation par une partie à exercer un recours pour inexécution de toute condition du contrat ne doit pas être interprétée comme une renonciation pour toute inexécution subséquente et en conséquence n'empêchera pas cette partie d'exiger l'exécution de cette condition lors d'une inexécution subséquente.

2035 26 (2008-05-12) Cession

1. L'entrepreneur ne peut céder le contrat sans avoir préalablement tenu le consentement écrit de l'autorité contractante. Toute cession effectuée sans avoir obtenu ce consentement est nulle et sans effet. La cession entrera en vigueur suite à l'exécution d'une entente de cession signée par les parties et le cessionnaire.
2. La cession du contrat ne relève pas l'entrepreneur de ses obligations en vertu du contrat et n'impose aucune responsabilité au Canada.

2035 27 (2008-05-12) Suspension des travaux

1. L'autorité contractante peut à tout moment, au moyen d'un avis écrit, ordonner à l'entrepreneur de suspendre ou arrêter les travaux ou une partie des travaux prévus au contrat et ce, pour une période d'au plus de cent quatre-vingts (180) jours. L'entrepreneur doit se conformer sans délai à l'ordre de suspension de manière à minimiser les frais liés à la suspension. Pendant la durée visée par l'ordre de suspension, l'entrepreneur ne peut enlever les travaux ou une partie des travaux des lieux où ils se trouvent sans avoir préalablement obtenu le consentement écrit de l'autorité contractante. Au cours de la période de cent quatre-vingts (180) jours, l'autorité contractante doit soit annuler l'ordre ou résilier le contrat, en totalité ou en partie, conformément à l'article 28, ou à l'article 29.
2. Lorsqu'un ordre est donné en vertu du paragraphe 1, l'entrepreneur a le droit d'être remboursé des coûts supplémentaires engagés en raison de la suspension des travaux, majorés d'un profit juste et raisonnable, à moins que l'autorité contractante ne résilie le contrat à cause d'un manquement de la part de l'entrepreneur ou que celui-ci ne renonce au contrat.
3. En cas d'annulation d'un ordre de suspension donné en vertu du paragraphe 1, l'entrepreneur doit reprendre dès que possible les travaux conformément au contrat. Si la suspension a empêché l'entrepreneur de respecter une date de livraison stipulée dans le contrat, la date d'exécution de la partie du contrat touchée par la suspension est reportée du nombre de jours équivalant à la période de suspension ainsi que du nombre de jours que l'autorité contractante estime nécessaire à l'entrepreneur, après consultation avec celui-ci, pour reprendre les travaux, le cas échéant. Les justes redressements seront apportés, au besoin, aux conditions du contrat qui sont touchées.

2035 28 (2008-05-12) Manquement de la part de l'entrepreneur

1. Si l'entrepreneur manque à l'une de ses obligations prévues au contrat, l'autorité contractante peut, après avis écrit à l'entrepreneur, résilier le contrat ou une partie du contrat pour manquement. La résiliation entrera en vigueur immédiatement ou à l'expiration du délai



prévu dans l'avis si l'entrepreneur n'a pas, dans le délai prévu, remédié au manquement selon les exigences de l'autorité contractante.

2. Si l'entrepreneur fait faillite ou devient insolvable, qu'il cède ses biens au profit de ses créanciers, qu'il se prévaut des dispositions d'une loi sur les débiteurs en faillite ou insolvable, qu'un séquestre est désigné aux termes d'un titre de créance ou qu'une ordonnance de séquestre est prononcée à son égard ou encore, qu'une ordonnance est rendue ou qu'une résolution est adoptée en vue de la liquidation ou dissolution de son entreprise, l'autorité contractante peut, dans la mesure où le permet la législation canadienne et moyennant un avis écrit à l'entrepreneur, résilier sans délai le contrat ou une partie du contrat pour manquement.
3. Si le Canada donne un avis prévu aux paragraphes 1 ou 2, l'entrepreneur n'a droit à aucun autre paiement que ceux prévus au présent article. L'entrepreneur demeure redevable envers le Canada des pertes et des dommages subis par celui-ci en raison du manquement ou de l'événement sur lequel l'avis était fondé, y compris l'augmentation du coût, pour le Canada, de l'exécution des travaux par quelqu'un d'autre. L'entrepreneur convient de rembourser immédiatement au Canada la portion de toute avance non liquidée à la date de la résiliation.
4. Dès la résiliation du contrat conformément au présent article, l'autorité contractante peut exiger de l'entrepreneur qu'il remette au Canada, de la manière et dans la mesure qu'elle précise, toute partie des travaux exécutés et qui n'a pas été livrée et acceptée avant la résiliation, ainsi que tout ce que l'entrepreneur a acquis ou produit spécialement aux fins d'exécuter le contrat. Dans ce cas, moyennant la déduction de toute créance du Canada envers l'entrepreneur découlant du contrat ou de la résiliation, le Canada paiera à l'entrepreneur ou portera à son crédit :
 - a) la valeur, calculée à partir du prix contractuel, y compris la quote-part du profit ou de la rémunération de l'entrepreneur compris dans le prix contractuel, des parties des travaux qui ont été complétées et livrées au Canada et que le Canada a acceptées; et
 - b) le coût, pour l'entrepreneur, que le Canada juge raisonnable à l'égard de toute autre chose qui a été livrée au Canada et que le Canada a acceptée.

Les sommes versées par le Canada en vertu du contrat, jusqu'à la résiliation, et les sommes payables en vertu du présent paragraphe ne doivent jamais dépasser, au total, le montant du prix contractuel.

5. Le titre de propriété sur tout ce qui est payé à l'entrepreneur appartient au Canada au moment où le paiement est effectué, à moins qu'il n'appartienne déjà au Canada en vertu d'une autre disposition du contrat.
6. Si le contrat est résilié pour manquement en vertu du paragraphe 1 et que l'on détermine plus tard que la résiliation pour manquement n'était pas fondée, l'avis sera considéré constituer un avis de résiliation pour raisons de commodité émis en vertu du paragraphe 1 de l'article 29.

2035 29 (2008-05-12) Résiliation pour raisons de commodité

1. L'autorité contractante peut, à tout moment avant la fin des travaux, en donnant un avis écrit à l'entrepreneur, résilier le contrat ou une partie du contrat pour des raisons de commodité. Une fois un tel avis de résiliation donné, l'entrepreneur doit se conformer aux exigences



prévus dans l'avis de résiliation. Si le contrat est résilié en partie seulement, l'entrepreneur doit poursuivre l'exécution des travaux qui ne sont pas touchés par l'avis de résiliation. La résiliation prendra effet immédiatement ou, le cas échéant, au moment prévu dans l'avis de résiliation.

2. Si un avis de résiliation est donné en vertu du paragraphe 1, l'entrepreneur aura le droit d'être payé les coûts raisonnablement et dûment engagés pour l'exécution du contrat compte tenu qu'il n'a pas déjà été payé ou remboursé par le Canada. L'entrepreneur sera payé:
 - a) sur la base du prix contractuel, pour tous les travaux complétés qui ont été inspectés et acceptés conformément au contrat, qu'ils aient été complétés avant l'avis de résiliation ou après celui-ci conformément aux directives contenues dans l'avis de résiliation;
 - b) le coût, pour l'entrepreneur, majoré d'un profit juste et raisonnable, pour les travaux visés par l'avis de résiliation avant leur achèvement; et
 - c) les frais liés à la résiliation des travaux engagés par l'entrepreneur, à l'exclusion du coût des indemnités de départ et des dommages-intérêts versés aux employés dont les services ne sont plus requis en raison de la résiliation, sauf les salaires que l'entrepreneur est légalement obligé de leur verser.
3. Le Canada peut réduire le montant du paiement effectué à l'égard de toute partie des travaux, si après inspection, elle ne satisfait pas aux exigences du contrat.
4. Les sommes auxquelles l'entrepreneur a droit selon le présent article et les sommes versées ou dues à l'entrepreneur ne doivent pas dépasser, au total, le prix contractuel. Sauf dans la mesure prévue au présent article, l'entrepreneur n'aura aucun recours, notamment en ce qui a trait à l'obtention de dommages-intérêts, compensation, perte de profit, indemnité découlant de tout avis de résiliation en vertu du présent article. L'entrepreneur convient de rembourser immédiatement au Canada tout paiement anticipé non liquidé à la date de la résiliation.

2035 30 (2008-05-12) Comptes et vérification

1. L'entrepreneur doit tenir des comptes et des registres appropriés sur les coûts des travaux ainsi que des dépenses et engagements effectués à l'égard de ces travaux, et il doit conserver les factures, les récépissés et les pièces justificatives qui s'y rattachent. Il doit conserver ces registres, y compris les connaissements et les autres preuves de transport ou de livraison, pour toutes les livraisons faites en vertu du contrat.
2. Si le contrat comprend des paiements pour le temps consacré par l'entrepreneur, ses employés, ses représentants, ses agents ou ses sous-traitants à l'exécution des travaux, l'entrepreneur doit tenir un registre du temps réel consacré chaque jour par chaque individu à l'exécution de toute partie des travaux.
3. L'entrepreneur, à moins d'avoir obtenu le consentement écrit du Canada pour leur disposition, doit conserver ces comptes, registres, factures, récépissés et pièces justificatives pendant six (6) ans après le dernier paiement effectué en vertu du contrat ou jusqu'au règlement des litiges ou réclamations en cours, selon la plus tardive des deux dates. Durant ce temps, l'entrepreneur doit mettre ces documents à la disposition des représentants du Canada pour vérification, inspection et examen. Les représentants du Canada pourront tirer des copies et prendre des extraits des documents. L'entrepreneur doit mettre à leur disposition les installations nécessaires à l'occasion de telles vérifications et inspections et



fournir les renseignements que les représentants du Canada lui demandent à l'occasion en vue d'effectuer une vérification complète du contrat.

4. Le montant réclamé en vertu du contrat, calculé conformément à la base de paiement dans les articles de convention, pourra faire l'objet d'une vérification du gouvernement avant et après le versement du montant. Si une vérification a lieu après le versement, l'entrepreneur convient de rembourser immédiatement tout montant excédentaire sur demande du Canada. Celui-ci peut retenir, déduire et prélever tout crédit dû en vertu du présent article et impayé de tout montant que le Canada doit à l'entrepreneur (y compris en vertu d'autres contrats). Si, à quelque moment que ce soit, le Canada n'exerce pas ce droit, il ne le perd pas.

2035 31 (2008-05-12) Droit de compensation

Sans restreindre tout droit de compensation accordé par la loi, le Canada peut utiliser en compensation de tout montant payable à l'entrepreneur en vertu du contrat, tout montant payable au Canada par l'entrepreneur en vertu du contrat ou de tout autre contrat en cours. Canada peut, en effectuant un paiement en vertu du contrat, déduire du montant payable à l'entrepreneur tout montant qui est ainsi payable au Canada, qui en vertu du droit de compensation, peut être retenu par le Canada.

2035 32 (2008-05-12) Avis

Tout avis prévu dans le contrat doit être donné par écrit et peut être livré personnellement, par messenger, par courrier, par télécopieur ou par tout autre moyen électronique qui fournit un support papier du texte de l'avis. Il doit être envoyé à l'adresse de la partie qui en est le destinataire, selon le contrat. L'avis prend effet le jour de sa réception à cette adresse. Tout avis destiné au Canada doit être envoyé à l'autorité contractante.

2035 33 (2008-05-12) Conflits d'intérêts et codes de valeurs et d'éthique pour la fonction publique

L'entrepreneur reconnaît que les personnes qui sont assujetties aux dispositions de la *Loi sur les conflits d'intérêts*, 2006, ch. 9, art. 2, du Code régissant la conduite des titulaires de charge publique en ce qui concerne les conflits d'intérêts et l'après-mandat, du Code de valeurs et d'éthique de la fonction publique ou tout autre code de valeur et d'éthique en vigueur au sein d'organismes spécifiques ne peuvent bénéficier directement du contrat.

2035 34 (2008-05-12) Pots-de-vin ou conflits

1. L'entrepreneur déclare qu'aucun pot-de-vin, cadeau, bénéfice ou autre avantage n'a été ni ne sera payé, donné, promis ou offert, directement ou indirectement, à un représentant ou à un employé du Canada ni à un membre de sa famille, en vue d'exercer une influence sur l'attribution ou la gestion du contrat.
2. L'entrepreneur ne doit pas influencer ou tenter d'influencer une décision du Canada, ni y prendre part de quelque façon que ce soit, en sachant que cette décision pourrait lui profiter. L'entrepreneur ne doit avoir aucun intérêt financier dans les affaires d'un tiers qui entraîne ou semble entraîner un conflit d'intérêts relativement au respect de ses obligations en vertu du contrat. Si un tel intérêt financier est acquis pendant la durée du contrat, l'entrepreneur doit le déclarer immédiatement à l'autorité ontractante.



3. L'entrepreneur déclare que, au mieux de sa connaissance après s'être renseigné avec diligence, aucun conflit n'existe ni ne se manifesterait probablement dans l'exécution du contrat. Si l'entrepreneur prend connaissance de quelque chose qui entraîne ou qui entraînerait probablement un conflit relativement à son rendement en vertu du contrat, il doit immédiatement en faire part à l'autorité contractante par écrit.
4. Si l'autorité contractante est d'avis qu'il existe un conflit par suite de la divulgation faite par l'entrepreneur ou par suite de toute autre information portée à son attention, l'autorité contractante peut exiger que l'entrepreneur prenne des mesures pour résoudre le conflit ou pour mettre fin à celui-ci d'une façon quelconque ou, à son entière discrétion, peut résilier le contrat pour inexécution. On entend par conflit toute question, circonstance ou activité ou tout intérêt qui touche l'entrepreneur, son personnel ou ses sous-traitants et qui peut nuire ou sembler nuire à la capacité de l'entrepreneur d'exécuter le travail avec diligence et impartialité.

2035 35 (2008-05-12) Prorogation

Les obligations des parties concernant la confidentialité, les déclarations et les garanties prévues dans le contrat ainsi que les dispositions du contrat qu'il est raisonnable de présumer, en raison de la nature des droits et des obligations qui y sont prévus devraient demeurer en vigueur, demeurent applicables malgré l'expiration du contrat ou sa résiliation.

2035 36 (2008-05-12) Dissociabilité

Si toute disposition du contrat est déclarée invalide, illégale ou non susceptible d'exécution par un tribunal compétent, cette disposition disparaîtra du contrat, sans affecter aucune autre disposition du contrat.

2035 37 (2008-05-12) Successeurs et cessionnaires

Le contrat s'applique au bénéfice des successeurs et cessionnaires autorisés du Canada et de l'entrepreneur, et il lie ces derniers.

2035 38 (2008-12-12) Honoraires conditionnels

L'entrepreneur atteste qu'il n'a pas versé ni convenu de verser, directement ou indirectement, et convient de ne pas verser, directement ou indirectement, des honoraires conditionnels en rapport avec la soumission, la négociation ou l'obtention du contrat à toute personne autre qu'un employé de l'entrepreneur remplissant les fonctions habituelles liées à son poste. Dans le présent article « honoraires conditionnels » signifie tout paiement ou autre forme de rémunération qui est subordonné au degré de succès ou calculé en fonction du degré de succès obtenu en rapport à la soumission, à la négociation ou à l'obtention du contrat et « personne » comprend tout individu qui est tenu de fournir au directeur une déclaration en vertu de l'article 5 de la *Loi sur le lobbying*, 1985, ch. 44 (4e suppl.).

2035 39 (2010-01-11) Sanctions internationales

1. Les personnes au Canada et les Canadiens et les Canadiennes à l'étranger sont liées par les sanctions économiques imposées par le Canada. En conséquence, le gouvernement du Canada ne peut accepter la livraison d'aucun bien ou service provenant, directement ou indirectement, d'un ou plusieurs pays ou personnes assujettis aux sanctions économiques.



2. L'entrepreneur ne doit pas fournir au gouvernement du Canada un bien ou un service assujetti aux sanctions économiques.
3. L'entrepreneur doit se conformer aux modifications apportées au règlement imposé pendant la période du contrat. L'entrepreneur doit immédiatement aviser le Canada s'il est dans l'impossibilité d'exécuter le contrat suite à l'imposition de sanctions à un pays ou à une personne ou l'ajout de biens ou des services à la liste des biens ou des services sanctionnés. Si les parties ne peuvent alors s'entendre sur un plan de redressement, le contrat sera résilié pour des raisons de commodité conformément à l'article 29.

2035 40 (2008-05-12) Harcèlement en milieu de travail

1. L'entrepreneur reconnaît la responsabilité du Canada d'assurer à ses employés un milieu de travail sain et exempt de harcèlement. On peut trouver sur le site Web du Conseil du Trésor une copie de la Politique sur la prévention et le règlement du harcèlement en milieu de travail qui s'applique également à l'entrepreneur.
2. L'entrepreneur ne doit pas, en tant qu'individu, ou en tant qu'entité constituée ou non en personne morale, par l'entremise de ses employés ou de ses sous-traitants, harceler, maltraiter, menacer ou intimider un employé, un entrepreneur ou un autre individu employé par le Canada ou travaillant sous contrat pour celui-ci, ou exercer une discrimination contre lui. L'entrepreneur sera informé par écrit de toute plainte et aura le droit de répondre par écrit. Après avoir reçu la réponse de l'entrepreneur, l'autorité contractante déterminera, à son entière discrétion, si la plainte est fondée et décidera de toute mesure à prendre.

2035 41 (2008-05-12) Exhaustivité de la convention

Le contrat constitue l'entente complète et unique intervenue entre les parties et remplace toutes les négociations, communications ou autres ententes, écrites ou verbales, à moins qu'elles ne soient incorporées par renvoi au contrat. Seuls les engagements, représentations, déclarations et conditions qui figurent au contrat lient les parties.

INSTRUCTIONS ET CONDITIONS UNIFORMISÉES
(APPLICABLES AUX DEMANDES DE SOUMISSIONS)

1. Présentation des soumissions

1.1 Il incombe au soumissionnaire :

- a) de retourner l'original de la demande de soumissions, dûment rempli et signé, SELON LA PRÉSENTATION REQUISE;
- b) d'envoyer sa soumission SEULEMENT à l'adresse prévue pour la réception des soumissions;
- c) de veiller à ce que le nom du soumissionnaire, le numéro de référence de la demande de soumissions ainsi que la date et l'heure de clôture de la demande de soumissions soient clairement indiqués;
- d) de fournir une soumission complète et suffisamment détaillée, contenant tous les renseignements demandés concernant les prix, afin de permettre une évaluation complète conformément aux critères établis dans la demande de soumissions.

La responsabilité de faire parvenir les soumissions à la bonne adresse et dans les délais prévus incombe entièrement au soumissionnaire. Le Conseil National de Recherche Canada (CNRC) n'assumera pas ces responsabilités, ni n'acceptera qu'elles lui soient transférées. Le soumissionnaire doit assumer tous les risques ou conséquences qui sont attribuables à une soumission qui n'est pas bien acheminée.

1.2 Les soumissions peuvent être acceptées en totalité ou en partie. Ni la plus basse, ni l'une quelconque des soumissions ne sera nécessairement acceptée. En cas d'erreur dans le calcul des prix, le prix unitaire sera retenu. Un contrat peut être accordé par le CNRC sans qu'il y ait de négociation.

1.3 Les soumissionnaires qui présentent une soumission s'engagent à respecter les instructions, les clauses et les conditions de la demande de soumissions et acceptent les clauses et les conditions du contrat subséquent.

1.4 Les soumissions seront valables pendant au moins soixante (60) jours à compter de la date de clôture de la demande de soumissions, à moins que le CNRC n'inclue une indication contraire dans la demande de soumissions.

1.5 Bien que le CNRC puisse passer un marché sans négociation, il se réserve le droit d'en négocier les dispositions avec le soumissionnaire.

- 1.6 Nonobstant la période de validité des soumissions qui est stipulée dans la présente demande de soumissions, le Canada se réserve le droit de demander, dans un délai d'au moins trois (3) jours avant la fin de cette période, à tous les soumissionnaires dont la soumission a été jugée recevable de consentir une prolongation de cette période. Les soumissionnaires auront la possibilité d'accepter ou de refuser la prolongation.
- 1.7 Si la prolongation mentionnée ci-dessus est acceptée, par écrit, par tous ceux qui ont présenté une soumission jugée recevable, le Canada poursuivra immédiatement l'évaluation des soumissions et le processus d'approbation.
- 1.8 Si la prolongation mentionnée ci-dessus n'est pas acceptée, par écrit, par tous ceux qui ont présenté une soumission jugée recevable, le Canada, à son entière discrétion, continuera d'évaluer les soumissions jugées recevables des soumissionnaires qui ont accepté la prolongation et demandera les approbations nécessaires, annulera la demande de soumissions, ou encore annulera la demande de soumissions et en publiera une nouvelle.

2. Soumissions en retard

- 2.1 C'est la politique du CNRC de renvoyer, non décacheté, les soumissions livrées après la date et l'heure de clôture stipulée, à moins que ces dernières ne soient considérées comme des soumissions retardées selon les circonstances énoncées ci-dessous.

3. Soumissions retardées

- 3.1 Une soumission livrée au point de réception désigné après l'heure et la date de clôture, mais avant l'adjudication du contrat, peut être prise en considération, à condition que le soumissionnaire puisse prouver que le retard est dû uniquement à un délai de livraison dont la Société canadienne des postes (SCP) (ou l'équivalent national d'un pays étranger) est responsable. Les seules preuves acceptées par le CNRC pour justifier un retard dû au service de la SCP sont les suivantes :

- a) un timbre à date d'oblitération de la SCP;
- b) un connaissance de Messageries prioritaires de la SCP;
- c) une étiquette Xpresspost de la SCP,

qui indiquent clairement que la soumission a été postée avant la date de clôture.

Par exemple: Si la date de clôture des soumissions était le 15 mai 1995, le cachet d'oblitération de la SCP ne devrait pas porter une date ultérieure au 14 mai 1995 pour que la soumission soit acceptée.

- 3.2 Veuillez demander à l'employé des postes d'apposer le timbre à date sur votre enveloppe.
- 3.3 Pour les soumissions transmises par télécopieur ou par télégramme commercial, seulement la date et l'heure consignées par le CNRC au numéro de réception des soumissions figurant dans la demande de soumissions serviront comme preuve d'une soumission retardée.

3.4 Le CNRC n'acceptera pas les soumissions qui sont reçues en retard en raison d'une erreur d'acheminement, du volume de trafic, de perturbations atmosphériques ou d'autres motifs.

4. Machines à affranchir

4.1 Le timbre de machine à affranchir, qu'il soit apposé par le fournisseur, la SCP ou le service postal d'un pays étranger, ne constitue pas une preuve que la soumission a été expédiée à temps. Il est à noter que la SCP n'appose pas habituellement de timbre à date d'oblitération sur le courrier affranchi à la machine; elle ne le fait généralement que lorsque le courrier est affranchi au moyen d'un timbre-poste.

5. Réponses transmises par télécopieur ou par télégramme commercial

5.1 Si vous n'êtes pas certain que votre soumission parviendra à temps à l'adresse exacte indiquée pour la réception des soumissions, vous pouvez utiliser un télécopieur ou un télégramme commercial, à moins d'avoir reçu des instructions contraires dans la demande de soumissions.

Cause du volume de matériel technique requis pour certaines soumissions, il se peut que certaines demandes de soumissions précisent que les soumissions transmises par télécopieur ou par télégramme commercial ne sont pas acceptées (p. ex. les demandes pour des besoins scientifiques).

5.2 Moins d'avoir reçu des instructions contraires dans la demande de soumissions, le seul numéro valide pour la réception des réponses aux demandes de soumissions lancées par les secteurs de l'administration centrale du CNRC est le numéro de télécopieur (613) 991-3297.

5.3 Si le soumissionnaire choisit de faire parvenir sa soumission par télécopieur ou par télégramme commercial, le CNRC ne sera responsable d'aucune défaillance attribuable à l'utilisation de ces modes de transmission ou de réception. Entre autres, il n'assumera aucune responsabilité pour ce qui suit :

- a) réception d'une soumission brouillée ou incomplète;
- b) disponibilité ou condition du télécopieur utilisé pour la réception;
- c) incompatibilité entre le matériel utilisé pour l'envoi et celui utilisé pour la réception;
- d) retard dans la transmission ou la réception de la soumission;
- e) défaut de la part du soumissionnaire de bien identifier la soumission;
- f) non-admissibilité de la soumission;
- g) sécurité des données incluses dans la soumission.

5.4 Les soumissions transmises par télécopieur ou par télégramme commercial constitueront votre offre officielle et devront comporter les renseignements suivants :

- a) le numéro de référence de la soumission;
- b) la date et l'heure de clôture;

c) de l'information suffisante pour permettre l'évaluation, c'est-à-dire les prix unitaires, le pays d'origine de la monnaie si l'offre est faite en devises étrangères, la taxe de vente, les droits de douane, les conditions d'escompte au comptant, les données techniques (le cas échéant) et tous les écarts par rapport au document de soumission.

5.5 moins que la présente demande de soumissions ne donne d'autres précisions, les réponses transmises par télécopieur ou par télégramme commercial doivent être confirmées par écrit, dans un délai de deux (2) jours suivant la clôture des soumissions. Tous les documents servant à confirmer une soumission doivent porter la mention « CONFIRMATION ».

5.6 Le CNRC n'a pas la responsabilité de protéger la confidentialité de la transmission de tout document transmis par télécopieur. On conseille aux fournisseurs inquiets de la confidentialité de leurs documents, de les soumettre dans une enveloppe scellée.

6. Dédouanement

6.1 Le soumissionnaire a la responsabilité de prévoir un délai suffisant pour obtenir un dédouanement, lorsqu'il y a lieu, avant la date et l'heure de clôture des soumissions. Les retards dus à l'obtention d'un dédouanement ne peuvent être considérés comme des « retards imprévus dus au service postal » et ne seront pas admissibles selon la Politique régissant les soumissions en retard.

Pour obtenir d'autres renseignements, veuillez vous adresser à l'autorité contractante dont le nom est indiqué dans la demande de soumissions.

bid instructions_rfpF.doc

EVALUATION TEAM – SCORING

Evaluate criterion based on the comparison of each submission against an absolute scale rating of 0 to 10 (10 for superior to 0 points for 'did not submit information'). Consider the following table in order for each evaluation team member to share a common understanding of the evaluation scale.

SAMPLE

NON RESPONSIVE	VERY POOR	WEAK	AVERAGE	SUPERIOR
0 points	1 – 2 point	3 – 5 points	6 – 8 points	9 – 10 points
<ul style="list-style-type: none"> ▪ Did not submit information which could be evaluated 	<ul style="list-style-type: none"> ▪ Does not meet the requirement ▪ Weaknesses can't be corrected ▪ Proponent lacks qualifications and experience ▪ Team proposed is not likely able to meet requirements ▪ Sample projects not related to this project's needs ▪ Unacceptable 	<ul style="list-style-type: none"> ▪ Lacks details ▪ Weaknesses can be corrected ▪ Proponent generally lacks qualifications and experience ▪ Team is weak – either missing component or overall experience is weak ▪ Sample projects generally not related to this project's need ▪ Little capability to meet performance requirements 	<ul style="list-style-type: none"> ▪ Satisfies requirement ▪ No significant weaknesses ▪ Proponent is qualified and experienced ▪ Team covers all components and will likely meet requirements ▪ Sample projects generally related to this project's needs ▪ Average capability, should be adequate for effective results 	<ul style="list-style-type: none"> ▪ More than satisfies requirement ▪ No apparent weaknesses ▪ Proponent is well qualified and experienced ▪ Strong team – some members have previously worked together ▪ Sample projects directly related to this project's needs ▪ Superior capability, should ensure effective results



Government of Canada / Gouvernement du Canada

Contract Number / Numéro du contrat <i>RFP 16-22049</i>
Security Classification / Classification de sécurité Not applicable

SECURITY REQUIREMENTS CHECK LIST (SRCL)
LISTE DE VÉRIFICATION DES EXIGENCES RELATIVES À LA SÉCURITÉ (LVERS)

PART A - CONTRACT INFORMATION / PARTIE A - INFORMATION CONTRACTUELLE		
1. Originating Government Department or Organization / Ministère ou organisme gouvernemental d'origine National Research Council (NRC)		2. Branch or Directorate / Direction générale ou Direction Construction
3. a) Subcontract Number / Numéro du contrat de sous-traitance	3. b) Name and Address of Subcontractor / Nom et adresse du sous-traitant	
4. Brief Description of Work / Brève description du travail Supply and deploy a smart building energy management system (BEMS) in the PSPC building specified by NRC and provide monitoring services for one year.		
5. a) Will the supplier require access to Controlled Goods? Le fournisseur aura-t-il accès à des marchandises contrôlées?		<input checked="" type="checkbox"/> No / Non <input type="checkbox"/> Yes / Oui
5. b) Will the supplier require access to unclassified military technical data subject to the provisions of the Technical Data Control Regulations? Le fournisseur aura-t-il accès à des données techniques militaires non classifiées qui sont assujetties aux dispositions du Règlement sur le contrôle des données techniques?		<input checked="" type="checkbox"/> No / Non <input type="checkbox"/> Yes / Oui
6. Indicate the type of access required / Indiquer le type d'accès requis		
6. a) Will the supplier and its employees require access to PROTECTED and/or CLASSIFIED information or assets? Le fournisseur ainsi que les employés auront-ils accès à des renseignements ou à des biens PROTÉGÉS et/ou CLASSIFIÉS? (Specify the level of access using the chart in Question 7. c) (Préciser le niveau d'accès en utilisant le tableau qui se trouve à la question 7. c)		<input checked="" type="checkbox"/> No / Non <input type="checkbox"/> Yes / Oui
6. b) Will the supplier and its employees (e.g. cleaners, maintenance personnel) require access to restricted access areas? No access to PROTECTED and/or CLASSIFIED information or assets is permitted. Le fournisseur et ses employés (p. ex. nettoyeurs, personnel d'entretien) auront-ils accès à des zones d'accès restreintes? L'accès à des renseignements ou à des biens PROTÉGÉS et/ou CLASSIFIÉS n'est pas autorisé.		<input checked="" type="checkbox"/> No / Non <input type="checkbox"/> Yes / Oui
6. c) Is this a commercial courier or delivery requirement with no overnight storage? S'agit-il d'un contrat de messagerie ou de livraison commerciale sans entreposage de nuit?		<input checked="" type="checkbox"/> No / Non <input type="checkbox"/> Yes / Oui
7. a) Indicate the type of information that the supplier will be required to access / Indiquer le type d'information auquel le fournisseur devra avoir accès		
Canada <input checked="" type="checkbox"/>	NATO / OTAN <input type="checkbox"/>	Foreign / Étranger <input type="checkbox"/>
7. b) Release restrictions / Restrictions relatives à la diffusion		
No release restrictions / Aucune restriction relative à la diffusion <input checked="" type="checkbox"/>	All NATO countries / Tous les pays de l'OTAN <input type="checkbox"/>	No release restrictions / Aucune restriction relative à la diffusion <input type="checkbox"/>
Not releasable / À ne pas diffuser <input type="checkbox"/>		
Restricted to: / Limité à: <input type="checkbox"/>	Restricted to: / Limité à: <input type="checkbox"/>	Restricted to: / Limité à: <input type="checkbox"/>
Specify country(ies): / Préciser le(s) pays:	Specify country(ies): / Préciser le(s) pays:	Specify country(ies): / Préciser le(s) pays:
7. c) Level of information / Niveau d'information		
PROTECTED A / PROTÉGÉ A <input type="checkbox"/>	NATO UNCLASSIFIED / NATO NON CLASSIFIÉ <input type="checkbox"/>	PROTECTED A / PROTÉGÉ A <input type="checkbox"/>
PROTECTED B / PROTÉGÉ B <input type="checkbox"/>	NATO RESTRICTED / NATO DIFFUSION RESTREINTE <input type="checkbox"/>	PROTECTED B / PROTÉGÉ B <input type="checkbox"/>
PROTECTED C / PROTÉGÉ C <input type="checkbox"/>	NATO CONFIDENTIAL / NATO CONFIDENTIEL <input type="checkbox"/>	PROTECTED C / PROTÉGÉ C <input type="checkbox"/>
CONFIDENTIAL / CONFIDENTIEL <input type="checkbox"/>	NATO SECRET / NATO SECRET <input type="checkbox"/>	CONFIDENTIAL / CONFIDENTIEL <input type="checkbox"/>
SECRET / SECRET <input type="checkbox"/>	COSMIC TOP SECRET / COSMIC TRÈS SECRET <input type="checkbox"/>	SECRET / SECRET <input type="checkbox"/>
TOP SECRET / TRÈS SECRET <input type="checkbox"/>		TOP SECRET / TRÈS SECRET <input type="checkbox"/>
TOP SECRET (SIGINT) / TRÈS SECRET (SIGINT) <input type="checkbox"/>		TOP SECRET (SIGINT) / TRÈS SECRET (SIGINT) <input type="checkbox"/>



Contract Number / Numéro du contrat RFIP 16-22049
Security Classification / Classification de sécurité Not applicable

PART A (continued) / PARTIE A (suite)

8. Will the supplier require access to PROTECTED and/or CLASSIFIED COMSEC information or assets?
Le fournisseur aura-t-il accès à des renseignements ou à des biens COMSEC désignés PROTÉGÉS et/ou CLASSIFIÉS? No / Non Yes / Oui
If Yes, indicate the level of sensitivity:
Dans l'affirmative, indiquer le niveau de sensibilité :
9. Will the supplier require access to extremely sensitive INFOSEC information or assets?
Le fournisseur aura-t-il accès à des renseignements ou à des biens INFOSEC de nature extrêmement délicate? No / Non Yes / Oui
- Short Title(s) of material / Titre(s) abrégé(s) du matériel :
Document Number / Numéro du document :

PART B - PERSONNEL (SUPPLIER) / PARTIE B - PERSONNEL (FOURNISSEUR)

10. a) Personnel security screening level required / Niveau de contrôle de la sécurité du personnel requis
- | | | | |
|---|---|---|--|
| <input checked="" type="checkbox"/> RELIABILITY STATUS
COTE DE FIABILITÉ | <input type="checkbox"/> CONFIDENTIAL
CONFIDENTIEL | <input type="checkbox"/> SECRET
SECRET | <input type="checkbox"/> TOP SECRET
TRÈS SECRET |
| <input type="checkbox"/> TOP SECRET - SIGINT
TRÈS SECRET - SIGINT | <input type="checkbox"/> NATO CONFIDENTIAL
NATO CONFIDENTIEL | <input type="checkbox"/> NATO SECRET
NATO SECRET | <input type="checkbox"/> COSMIC TOP SECRET
COSMIC TRÈS SECRET |
| <input type="checkbox"/> SITE ACCESS
ACCÈS AUX EMPLACEMENTS | | | |
- Special comments:
Commentaires spéciaux :

NOTE: If multiple levels of screening are identified, a Security Classification Guide must be provided
REMARQUE: Si plusieurs niveaux de contrôle de sécurité sont requis, un guide de classification de la sécurité doit être fourni.

10. b) May unscreened personnel be used for portions of the work?
Du personnel sans autorisation sécuritaire peut-il se voir confier des parties du travail? No / Non Yes / Oui
If Yes, will unscreened personnel be escorted?
Dans l'affirmative, le personnel en question sera-t-il escorté? No / Non Yes / Oui

PART C - SAFEGUARDS (SUPPLIER) / PARTIE C - MESURES DE PROTECTION (FOURNISSEUR)

INFORMATION / ASSETS / RENSEIGNEMENTS / BIENS

11. a) Will the supplier be required to receive and store PROTECTED and/or CLASSIFIED information or assets on its site or premises?
Le fournisseur sera-t-il tenu de recevoir et d'entreposer sur place des renseignements ou des biens PROTÉGÉS et/ou CLASSIFIÉS? No / Non Yes / Oui
11. b) Will the supplier be required to safeguard COMSEC information or assets?
Le fournisseur sera-t-il tenu de protéger des renseignements ou des biens COMSEC? No / Non Yes / Oui

PRODUCTION

11. c) Will the production (manufacture, and/or repair and/or modification) of PROTECTED and/or CLASSIFIED material or equipment occur at the supplier's site or premises?
Les installations du fournisseur serviront-elles à la production (fabrication et/ou réparation et/ou modification) de matériel PROTÉGÉ et/ou CLASSIFIÉ? No / Non Yes / Oui

INFORMATION TECHNOLOGY (IT) MEDIA / SUPPORT RELATIF À LA TECHNOLOGIE DE L'INFORMATION (TI)

11. d) Will the supplier be required to use its IT systems to electronically process, produce or store PROTECTED and/or CLASSIFIED information or data?
Le fournisseur sera-t-il tenu d'utiliser ses propres systèmes informatiques pour traiter, produire ou stocker électroniquement des renseignements ou des données PROTÉGÉS et/ou CLASSIFIÉS? No / Non Yes / Oui
11. e) Will there be an electronic link between the supplier's IT systems and the government department or agency?
Disposera-t-on d'un lien électronique entre le système informatique du fournisseur et celui du ministère ou de l'agence gouvernementale? No / Non Yes / Oui



Contract Number / Numéro du contrat RFP 16-22049
Security Classification / Classification de sécurité Not applicable

PART C (continued) / PARTIE C (suite)

For users completing the form manually use the summary chart below to indicate the category(ies) and level(s) of safeguarding required at the supplier's site(s) or premises.
Les utilisateurs qui remplissent le formulaire manuellement doivent utiliser le tableau récapitulatif ci-dessous pour indiquer, pour chaque catégorie, les niveaux de sauvegarde requis aux installations du fournisseur.

For users completing the form online (via the internet), the summary chart is automatically populated by your responses to previous questions.
Dans le cas des utilisateurs qui remplissent le formulaire en ligne (par internet), les réponses aux questions précédentes sont automatiquement saisies dans le tableau récapitulatif.

SUMMARY CHART / TABLEAU RÉCAPITULATIF

Category / Catégorie	PROTECTED / PROTÉGÉ			CLASSIFIED / CLASSIFIÉ			NATO				COMSEC					
	A	B	C	CONFIDENTIAL / CONFIDENTIEL	SECRET	TOP SECRET / Très SECRET	NATO RESTRICTED / NATO DIFFUSION RESTREINTE	NATO CONFIDENTIAL / NATO CONFIDENTIEL	NATO SECRET	COSMIC TOP SECRET / COSMIC TRÈS SECRET	PROTECTED / PROTÉGÉ			CONFIDENTIAL / CONFIDENTIEL	SECRET	TOP SECRET / Très SECRET
											A	B	C			
Information / Assets / Renseignements / Biens / Production																
IT Media / Support TI																
IT Link / Lien électronique																

12. a) Is the description of the work contained within this SRCL PROTECTED and/or CLASSIFIED? / La description du travail visé par la présente LVERS est-elle de nature PROTÉGÉE et/ou CLASSIFIÉE? No / Non Yes / Oui

If Yes, classify this form by annotating the top and bottom in the area entitled "Security Classification".
Dans l'affirmative, classifiez le présent formulaire en indiquant le niveau de sécurité dans la case intitulée « Classification de sécurité » au haut et au bas du formulaire.

12. b) Will the documentation attached to this SRCL be PROTECTED and/or CLASSIFIED? / La documentation associée à la présente LVERS sera-t-elle PROTÉGÉE et/ou CLASSIFIÉE? No / Non Yes / Oui

If Yes, classify this form by annotating the top and bottom in the area entitled "Security Classification" and indicate with attachments (e.g. SECRET with Attachments).
Dans l'affirmative, classifiez le présent formulaire en indiquant le niveau de sécurité dans la case intitulée « Classification de sécurité » au haut et au bas du formulaire et indiquez qu'il y a des pièces jointes (p. ex. SECRET avec des pièces jointes).



Contract Number / Numéro du contrat <i>RFP 16-22049</i>
Security Classification / Classification de sécurité Not applicable

PARTIE D - AUTHORIZATION / PARTIE D - AUTORISATION

13 Organization Project Authority / Chargé de projet de l'organisme

Name (print) - Nom (en lettres moulées) <i>Wenming Shen</i>	Title - Titre <i>Senior Research officer</i>	Signature <i>[Signature]</i>
Telephone No. - N° de téléphone <i>613-993-3938</i>	Facsimile No. - N° de télécopieur	E-mail address - Adresse courriel
		Date <i>21/07/2016</i>

14. Organization Security Authority / Responsable de la sécurité de l'organisme

Name (print) - Nom (en lettres moulées)	Title - Titre	Signature
Telephone No. - N° de téléphone	Facsimile No. - N° de télécopieur	E-mail address - Adresse courriel
		Date

15. Are there additional instructions (e.g Security Guide, Security Classification Guide) attached?
Des instructions supplémentaires (p ex Guide de sécurité, Guide de classification de la sécurité) sont-elles jointes?

No / Non Yes / Oui

16. Procurement Officer / Agent d'approvisionnement

Name (print) - Nom (en lettres moulées) <i>Anaïque Lepage</i>	Title - Titre <i>Procurement Officer</i>	Signature <i>[Signature]</i>
Telephone No. - N° de téléphone	Facsimile No. - N° de télécopieur	E-mail address - Adresse courriel
		Date <i>20/07/2016</i>

17. Contracting Security Authority / Autorité contractante en matière de sécurité

Name (print) - Nom (en lettres moulées)	Title - Titre	Signature
Telephone No. - N° de téléphone	Facsimile No. - N° de télécopieur	E-mail address - Adresse courriel
		Date